Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Rapport annuel 2012

sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les territoires d'outre-mer

Rapport annuel 2012 sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les territoires d'outre-mer[1]

Sommaire

2 Chiffres clés de l'année 2012

4 Message du vice-président

6 Les financements de la BEI dans les pays ACP et les PTOM – Plus que de simples prêts

- **8** Situation économique et climat de l'investissement
- **10** Rétrospective de l'année
- **12** Financements sur mesure et partenariats complémentaires – Les 10 ans de la Facilité d'investissement ACP
- **17** Un apport de valeur ajoutée pour des résultats quantifiables

19 Vers un secteur financier durable

- **20** Un meilleur accès aux financements à long terme
- **21** Collaborer avec des intermédiaires locaux expérimentés
- **24** Un effet catalyseur

27 Des fondements pour la croissance économique

- **28** Une énergie pour l'avenir
- **30** Mise en place de connexions entre les régions
- **34** Mise à disposition d'une eau pure et saine et accès à l'assainissement
- **36** Intégration des mesures d'adaptation aux changements climatiques et des mesures d'atténuation de leurs effets

39 50 ans d'activité dans les ACP

45 Feuille de route 2013-2015

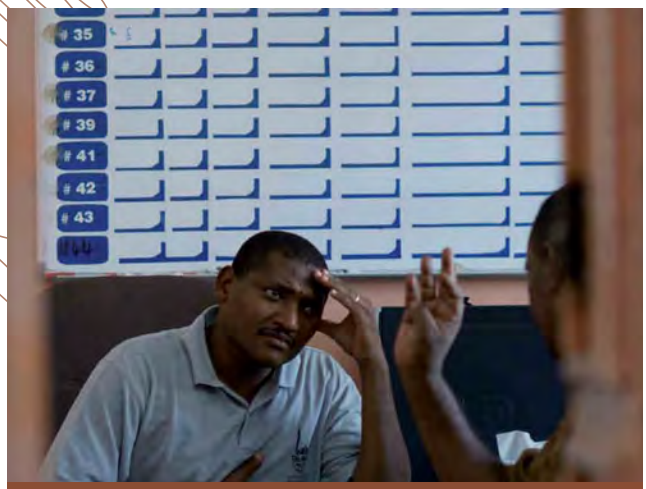
47 Organisation et personnel

50 Résultats du portefeuille de la FI (fonds renouvelable)

52 Annexes

[1] Le présent rapport couvre les opérations réalisées dans les pays ACP et les PTOM dans le cadre de l'Accord de Cotonou et de la Décision d'association d'outre-mer, et financées sur les ressources de la Facilité d'investissement ainsi que sur les ressources propres de la BEI. Les opérations en Afrique du Sud, financées dans le cadre d'un mandat extérieur différent, figurent également dans le présent rapport de manière à offrir une perspective complète et intégrée pour l'Afrique australe.

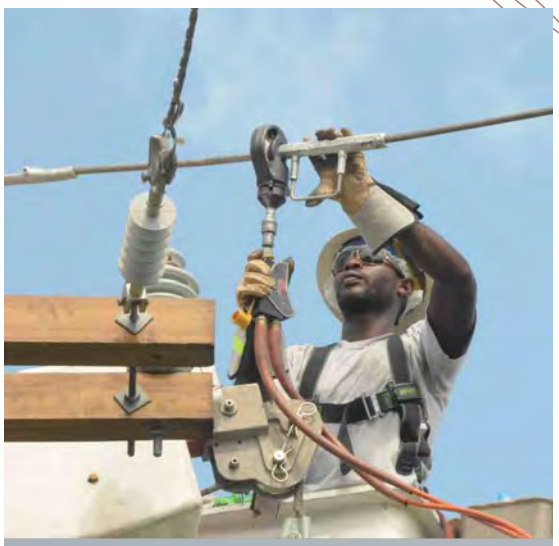
Chiffres clés de l'année 2012



52 % de projets à l'appui du secteur financier, soit **43 %** du volume de prêt

644 millions d'EUR de prêts pour les pays ACP et les PTOM

32 % du volume de prêts alloués en faveur de **44 PME** au moyen de lignes de crédit



41 % du volume de prêts pour des projets dans le secteur l'énergie

41 millions d'EUR d'aides non remboursables sous forme d'assistance technique et de bonifications de taux d'intérêt

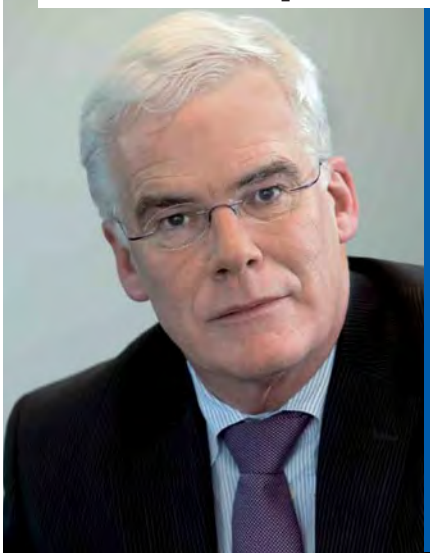
21 projets réalisés dans **9** pays et **4** regroupements régionaux[2]

[2] Huit opérations de portée régionale réalisées dans les regroupements régionaux suivants : ACP, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique.

49 % du volume de prêts consacrés à des initiatives du secteur privé

57 % des projets cofinancés avec d'autres institutions de financement du développement

Message
du vice-président



2013 est une année historique puisqu'elle marque le 50e anniversaire de l'engagement de la Banque européenne d'investissement en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique au titre de mandats successifs. Les résultats notables obtenus en 2012 reflètent les avantages découlant des nombreuses années de coopération fructueuse avec les États ACP, les autorités responsables, les partenaires commerciaux et politiques et d'autres institutions de crédit. Dans les mois à venir, mes collègues et moi-même reviendront non seulement sur certains des projets importants auxquels la BEI a participé au cours des 50 années écoulées, mais nous montrerons également comment des millions de personnes bénéficient de ses interventions.

En 2012, la Banque européenne d'investissement a consolidé son engagement en faveur de la croissance du secteur privé, de la mise en place d'infrastructures clés dans le domaine de l'énergie et des petites entreprises en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Tandis qu'ailleurs les défis économiques et les troubles civils font actuellement obstacle à l'investissement à long terme, les projets publics et privés clés dont bénéficieront les générations futures progressent bien dans tous les pays ACP.

Grâce à la bonne répartition de son activité de prêt, la BEI a pu à la fois soutenir le secteur financier et aider au développement des petites entreprises en Afrique de l'Est et au Nigeria. Ses financements reflètent l'engagement, pris avec la Commission européenne dans le cadre du « Programme pour le changement », de renforcer l'environnement dans lequel évoluent les entreprises du secteur privé.

L'action de la BEI en Afrique en 2012 illustre sa contribution à la stimulation de la croissance et à l'amélioration des conditions de vie des populations. L'appui apporté à différents projets clés dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest va aider à transformer radicalement l'accès à une énergie abordable dans toute la région. Cela permettra notamment au Liberia et à la Sierra Leone – deux pays au sortir d'un conflit –de se redresser et d'exporter de l'énergie vers leurs voisins régionaux. Depuis de nombreuses années, la BEI aide les services chargés du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (*West African Power Pool*) à surmonter les défis techniques, de sorte qu'il est maintenant possible, pour la première fois, de constater les effets très positifs de son intervention.

Parallèlement, en Afrique de l'Est, des efforts concertés et complémentaires soutenant divers partenaires financiers locaux améliorent les normes et la disponibilité de financements essentiels pour permettre aux petites entreprises d'investir dans la croissance future et de créer des emplois.

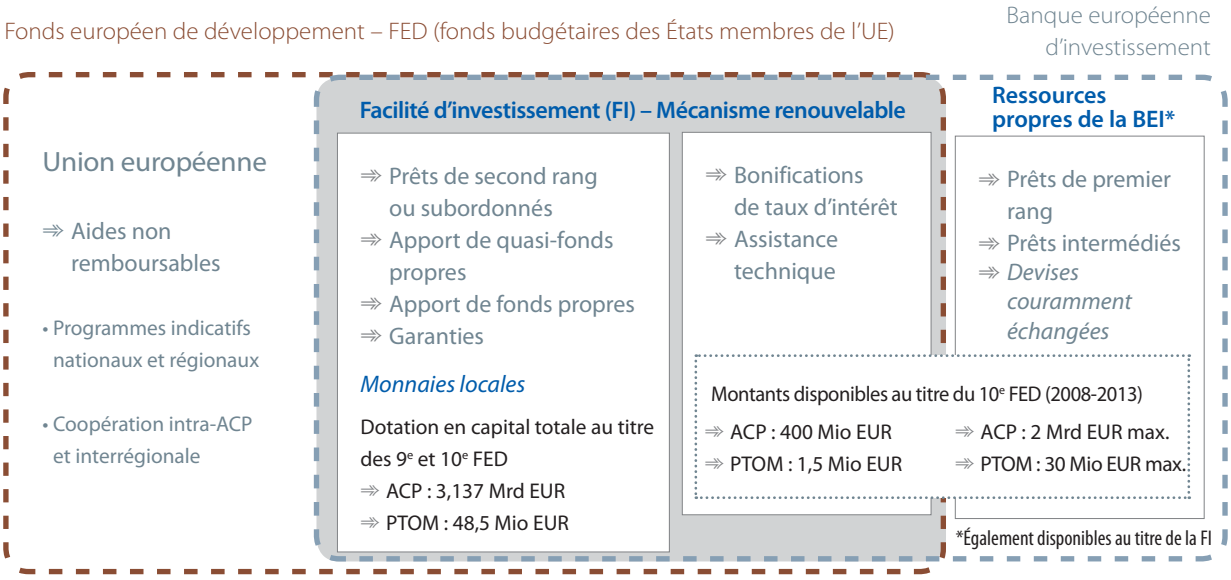
Je suis convaincu que le présent rapport annuel va aider à mieux comprendre l'engagement de la Banque européenne d'investissement en faveur d'une croissance viable à long terme en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Que ce 50e anniversaire soit l'occasion d'une réflexion sur ce que nous pourrons entreprendre ensemble dans les années à venir.

Pim van Ballekom
Vice-président de la BEI chargé des opérations de prêt
en Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes et dans le Pacifique

Les financements de la BEI dans les pays ACP et les PTOM - **Plus que de simples prêts**

Les opérations de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique (ACP) et celles dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) sont réalisées en vertu de l'Accord de partenariat ACP-CE (l'« Accord de Cotonou » couvrant la période 2000-2020) et de la Décision d'association d'outre-mer (2000-2013), qui constituent le cadre juridique régissant les relations entre l'UE et ces régions. Les financements au titre de ces accords sont octroyés sur les ressources du Fonds européen de développement (FED) – qui proviennent des budgets des États membres de l'UE – et sur les ressources propres de la BEI, que celle-ci emprunte sur les marchés internationaux des capitaux. La BEI est chargée de gérer la Facilité d'investissement (FI), un mécanisme renouvelable qui répond aux besoins de financement de projets d'investissement réalisés dans ces régions et qui regroupe une large gamme d'instruments financiers souples avec prise en charge du risque. Pour accompagner la préparation et la mise en œuvre des projets qu'elle finance, la BEI propose également des aides non remboursables sous la forme de bonifications d'intérêts et d'assistance technique à ses emprunteurs ainsi qu'aux bénéficiaires finals.

Fonds gérés par la BEI : l'Accord de parteneriat de Cotonou et la Décision d'association d'outre-mer



Dans le cadre de l'Accord de Cotonou[3], l'objectif central de la coopération ACP-CE est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale[4]. L'Accord stipule par ailleurs que les stratégies de coopération ACP-CE visent à réaliser une croissance économique rapide, soutenue et créatrice d'emplois, développer le secteur privé, augmenter l'emploi, améliorer l'accès aux ressources productives et aux activités économiques et promouvoir la coopération et l'intégration régionale[5]. Conformément au Consensus européen pour le développement et aux Objectifs du millénaire pour le développement, la BEI intervient dans les pays ACP pour appuyer de projets porteurs d'avantages sociaux, économiques et environnementaux durables tout en assurant un emploi dûment comptabilisé des ressources publiques.

[3] Signé en 2000 et révisé en 2005 et 2010.
[4] Article 19.1.
[5] Article 20.1.

Situation économique et **climat de l'investissement**

Les perspectives économiques mondiales sont restées fragiles et l'incertitude a gagné du terrain en 2012.

D'après les projections, l'activité économique mondiale devrait ralentir, dans les pays émergents et dans les économies avancées. Les économies des pays ACP ont jusque-là bien résisté grâce aux prix élevés des produits de base et à la vigueur des investissements étrangers directs (IED) mais la demande d'importations de la plupart des grandes économies devrait rester faible dans un proche avenir. Les perspectives d'une croissance solide durable dépendront donc pour de nombreux pays ACP de leur faculté à stimuler la demande intérieure.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont jusqu'ici été peu touchés par le ralentissement conjoncturel mondial et la forte croissance des trois dernières

années devrait se maintenir dans les prochains temps. À l'exception notable du Soudan, divisé depuis peu, et de certains pays d'Afrique de l'Ouest touchés par la guerre civile et la sécheresse, la plupart des pays ont bénéficié d'une forte progression de l'activité économique en 2012. Le niveau élevé des prix et l'augmentation des capacités de production ont soutenu la croissance dans les pays exportateurs de pétrole. Les pays exportateurs de minerais et de métaux ont également affiché de bons résultats grâce aux importants flux d'IED et au niveau élevé des prix des matières premières. Les pays ACP d'Afrique ont par ailleurs bénéficié d'une amélioration des cadres politiques en réponse à des chocs négatifs.

En revanche, les pays des Caraïbes se remettent lentement d'une longue récession et les taux de croissance demeurent inférieurs aux niveaux observés avant la crise financière. L'endettement élevé et la faiblesse des rentrées de fonds liées au tourisme et aux envois des travailleurs émigrés continuent de peser sur l'activité économique. Le niveau élevé des prix de l'énergie freine également la demande privée. Les économies disposant d'abondantes ressources naturelles, comme le Guyana et le Suriname, tirent mieux leur épingle du jeu que leurs voisines qui dépendent du tourisme. Toutefois, la concurrence croissante du gaz de schiste fait peser une lourde menace sur les perspectives de Trinité-et-Tobago, la deuxième économie de la région. Compte tenu de ses liens étroits avec les économies avancées, le pays est avant tout confronté à un risque de ralentissement de son activité.

Dans le Pacifique, les perspectives de croissance varient fortement d'un pays à l'autre. La forte performance globale tient à l'expansion de l'activité économique dans les pays riches en minerais comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Timor-Oriental. La croissance globale pour la région dans son ensemble devrait ralentir pour s'établir à 4,5 % en 2013, sous l'effet principalement d'un ralentissement conjoncturel en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Indicateurs macroéconomiques pour les pays ACP de la zone Afrique*

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance des opérations courantes (en % du PIB)			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Pays ACP Afrique	5,9	5,1	5,3	5,8	9,6	11,0	10,9	8,1	- 0,7	- 1,3	- 2,5	- 2,7

*Moyennes pondérées en fonction du PIB. Hors Afrique du Sud.

Indicateurs macroéconomiques pour les pays ACP de la zone Caraïbes*

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance des opérations courantes (en % du PIB)			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Pays ACP Caraïbes	3,1	2,6	2,8	3,5	7,0	7,3	5,7	5,3	- 3,2	- 6,0	- 5,8	- 5,9

*Moyennes pondérées en fonction du PIB des pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

Indicateurs macroéconomiques pour les pays ACP de la zone Pacifique*

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (en %)				Balance des opérations courantes (en % du PIB)			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Pays ACP Pacifique	6,0	7,6	6,7	4,5	5,4	8,9	7,1	6,2	- 8,9	- 11,0	- 11,7	- 9,5

*Moyennes pondérées en fonction du PIB des pays suivants : Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, îles Salomon, Timor-Oriental, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Rétrospective de l'année
Liste des projets signés en 2012

(Des listes détaillées reprenant l'ensemble des projets signés depuis le début du mandat de Cotonou sont présentées aux annexes 3 à 5)

Projets signés au titre de la Facilité d'investissement en 2012				
Pays ACP				
Cameroun	KRIBI GAS FIRED POWER PLANT	Énergie	Secteur privé	29,5
Région ACP	FONDS CAURIS CROISSANCE II LIMITED	Services financiers	Secteur privé	5,0
Région Afrique de l'Est	EAC MICROFINANCE LOAN (THE CO-OP) ~	Services financiers	Secteur privé	20,0
Kenya	PEFF III KENYA	Ligne de crédit	Secteur privé	50,0
Kenya	PEFF III KENYA - B	Ligne de crédit	Secteur privé	20,0
Région Afrique	I AND P AFRIQUE ENTREPRENEURS ~	Services financiers	Secteur privé	7,0
Région Afrique de l'Est	EAC MICROFINANCE LOAN (K-REP) ~	Services financiers	Secteur privé	7,0
Région ACP	ACCESS MICROFINANCE HOLDING III	Services financiers	Secteur privé	4,6
Seychelles	PRÊT GLOBAL DBS VI ~	Ligne de crédit	Secteur privé	5,0
Kenya	PEFF II KENYA / C	Ligne de crédit	Secteur privé	6,5
Maurice	MAURITIUS AIRPORT HOTEL	Services (dont tourisme)	Secteur privé	8,0
Nigeria	UBA REGIONAL FACILITY	Ligne de crédit	Secteur privé	50,0
Région Afrique	ASECNA V *	Transports	Secteur public	40,0
Région Afrique	CONVERGENCE ICT FUND	Services financiers	Secteur privé	19,3
Région Afrique de l'Est	EAC MICROFINANCE LOAN (CENTENARY) ~	Services financiers	Secteur privé	8,0
Région Afrique de l'Est	EADB REGIONAL FINANCE FACILITY II	Ligne de crédit	Secteur privé	25,0
Nigeria	PRÊT GLOBAL ACCES BANK NIGERIA	Ligne de crédit	Secteur privé	50,0
				354,8
TOTAL DES OPÉRATIONS AU TITRE DE LA FI				354,8

Projets signés sur les ressources propres de la BEI en 2012				
Pays ACP				
Zambie	TRANSMISSION LINE KAFUE-LIVINGSTONE ∞	Énergie	Secteur public	22,0
Cameroun	BARRAGE RÉSERVOIR DE LOM PANGAR ∞	Énergie	Secteur public	30,0
Région Afrique de l'Ouest	CLSG INTERCONNECTION *	Énergie	Secteur public	75,0
Zambie	ITEZHI- TEZHI HYDRO * ∞	Énergie	Secteur public	50,0
Ouganda	EASTERN AFRICA TRANSPORT CORRIDOR *	Transports	Secteur public	55,0
Liberia	MOUNT COFFEE HYDRO GENERATION REHAB * ∞	Énergie	Secteur public	50,0
				282,0
PTOM				
Polynésie française	TAHITI CENTRE HOSPITALIER SWAC ∞	Énergie	Secteur public	7,5
				7,5
TOTAL DES OPÉRATIONS SUR RESSOURCES PROPRES DE LA BEI				289,5

* Opérations bénéficiant ou devant bénéficier d'une bonification d'intérêts et (ou) d'une aide non remboursable du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

~ Opérations bénéficiant d'une aide non remboursable au titre de l'assistance technique

∞ Opérations favorisant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets

Sur les 21 projets signés durant l'année, 11 s'inscrivent à l'appui du développement du secteur financier (services financiers ou lignes de crédit), et 7 concernent le secteur de l'énergie, représentant respectivement 43 % et 41 % du volume total de prêt. Près d'un quart des projets signés comportent des composantes relatives à l'action en faveur du climat (22 % du volume total de prêt). Compte tenu de l'accent qui continue d'être mis sur le rôle central du secteur privé comme moteur de la croissance économique dans les pays en développement, la BEI a augmenté le volume de ses prêts dans le cadre de la Facilité d'investissement ACP (FI), son mécanisme renouvelable avec prise en charge du risque pour l'octroi de prêts au secteur privé. Le volume des signatures au titre de la FI a presque doublé par rapport à l'année précédente, passant de 193 millions d'EUR en 2011 à 355 millions d'EUR en 2012.

Pour la première fois, les décaissements au titre de la FI ont dépassé les 300 millions d'EUR pour la deuxième année consécutive. Le total des décaissements dans les pays ACP depuis 2003 a ainsi franchi la barre des 3 milliards d'EUR, avec 2,022 milliards d'EUR décaissés sur les ressources de la FI, et 1,020 milliard d'EUR sur les ressources propres de la Banque. Pour la FI, ce résultat record devrait contribuer à garantir que le produit des remboursements futurs sur les prêts décaissés sera suffisant pour assurer son autofinancement sur le long terme [6].

[6] Voir Produits des opérations précédentes.

Des financements sur mesure et des partenariats complémentaires
Les 10 ans de la Facilité d'investissement ACP

3,4 milliards d'EUR pour 205 projets

85 % du volume de prêt pour des projets du secteur privé

10 chiffres clés
pour les 10 années écoulées

Sur les dix années qui ont suivi sa création, la Facilité d'investissement ACP a accordé pour 3,363 milliards d'EUR de prêts en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

La création de la Facilité d'investissement ACP en 2003 a traduit la reconnaissance du rôle clé que joue le secteur privé pour encourager une croissance durable, elle-même vecteur essentiel de réduction de la pauvreté. Cela va de pair avec les prêts de la BEI – financés dans une large mesure sur ses ressources propres – à l'appui d'investissements dans des infrastructures de base, indispensables au développement du secteur privé. La FI permet à la BEI de soutenir l'essor des entreprises locales et les investissements étrangers directs, notamment en renforçant l'accès des PME aux instruments de partage des risques et aux financements à long terme.

88 projets cofinancés avec plus de 25 institutions partenaires

500 millions d'EUR pour des projets dans le secteur de l'énergie

2 milliards d'EUR à l'appui du développement du secteur financier

71 millions d'EUR pour des projets relatifs à l'eau potable saine et à l'assainissement sur une base durable

45 projets bénéficiaires de plus de 330 millions d'EUR de bonifications d'intérêts

412 millions d'EUR pour des projets liés à l'action en faveur du climat

Près de 280 millions d'EUR en faveur d'institutions locales de microfinance

190 millions d'EUR pour 21 fonds de capital-investissement, d'une taille totale de 1,3 milliard d'EUR, pour soutenir 374 PME

Combinaison de prêts et d'aides non remboursables pour mobiliser des financements supplémentaires

L'utilisation d'instruments de financement innovants permettant de mobiliser des ressources supplémentaires est essentielle pour assurer le financement de projets dans les pays en développement. La Facilité d'investissement est un instrument de panachage unique. Par sa prise en charge du risque, elle agit comme un catalyseur pour inciter d'autres investisseurs à financer des projets dans les pays ACP. Depuis 2003, 3,4 milliards d'EUR au total ont été investis au titre de la FI dans des projets d'un montant total de 18 milliards d'EUR dans ces régions.

La Facilité bénéficie en outre d'une enveloppe d'aides non remboursables affectée aux bonifications d'intérêts et à l'assistance technique. Les bonifications peuvent contribuer à assurer la solidité économique et financière de projets ayant des incidences environnementales ou sociales importantes, de projets d'infrastructure dans les pays les plus pauvres ou les moins développés, ou dans des pays où les infrastructures de base ont été endommagées à la suite d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle.

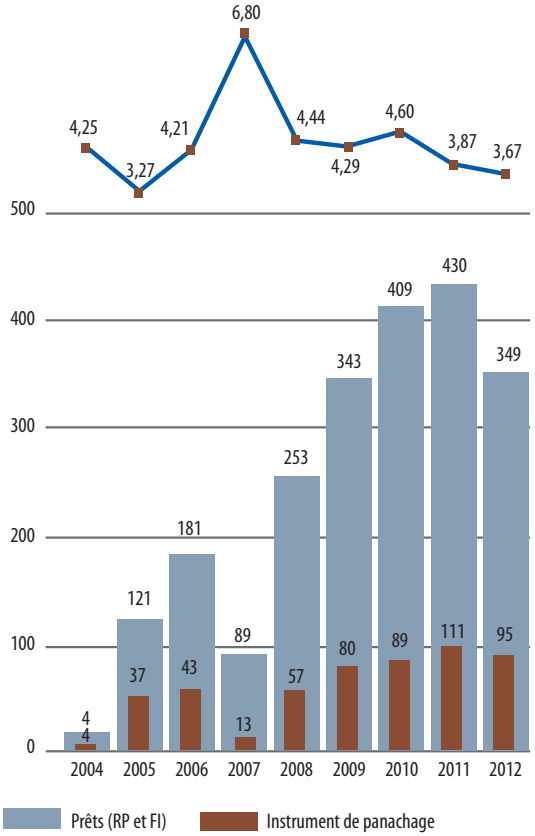
Pour les projets d'infrastructure ayant une dimension régionale en Afrique subsaharienne, la BEI combine également ses prêts à des aides non remboursables du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFI)[7]. Le FFI, dont le secrétariat est hébergé par la Banque, est un instrument qui s'inscrit dans un ensemble plus large d'initiatives, le Partenariat UE-Afrique pour les infrastructures. Il vise à accroître les investissements à l'appui des infrastructures régionales en Afrique en combinant des prêts à long terme avec des aides non remboursables de la Commission européenne et des États membres de l'UE. La BEI, les institutions européennes de financement du développement ainsi que la Banque africaine de développement fournissent un savoir-faire technique et des prêts, sur la base de l'appropriation des projets par les partenaires africains.

L'assistance technique est fournie tout au long du cycle des projets. Elle peut financer les études de préfaisabilité, la préparation et la mise en œuvre des projets, le renforcement des capacités pour les intermédiaires financiers et les bénéficiaires, ainsi que la formation du personnel, qui permet de relever les normes environnementales, sociales et de gouvernance.

Pour le FFI seul, chaque euro d'aide non remboursable approuvée devrait générer quelque douze euros d'investissements. En 2012, 37,2 millions d'EUR de bonifications d'intérêts au titre de Cotonou ont été accordées pour deux projets financés par la BEI dans les pays ACP, et 3,9 millions d'EUR sont allés à huit opérations d'assistance technique. Depuis 2004, 529 millions d'EUR acheminés via des instruments de panachage ont permis de mobiliser, par effet de

[7] www.eu-africa-infrastructure-tf.net

Effet de levier au titre de l'Accord de Cotonou (tous fonds confondus*) : 2004 – 2012



* Enveloppe mise à disposition pour les bonifications d'intérêts au titre de l'Accord de Cotonou et Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

levier, un volume de prêt de 2,2 milliards d'EUR, dont 191 millions d'EUR apportés par le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures au titre de bonifications d'intérêts et de l'assistance technique.

La Banque européenne d'investissement est également associée étroitement avec la nouvelle plateforme européenne pour le panachage des ressources dans le cadre de la coopération extérieure, qui vise à revoir et à améliorer les mécanismes de panachage existants de l'UE pour en renforcer l'impact.

Une coopération étroite avec les partenaires

La BEI collabore étroitement avec d'autres bailleurs de fonds multilatéraux, des organisations nationales de financement du développement et des organismes privés pour encourager les partenariats public-privé et l'investissement privé. La coopération entretenue avec la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, ainsi qu'avec les agences bilatérales de financement du développement des États membres, renforce l'engagement européen au sens large à l'appui des pays ACP et offre aux entreprises européennes des possibilités d'intervention importantes dans la région. La BEI s'attache à optimiser les synergies, la collaboration et l'efficacité par des partenariats avec les autres bailleurs de fonds, comme dans le cadre du dispositif *European Financing Partners*, avec les IEFD[8], de l'initiative de délégation réciproque, avec l'AFD et la KfW (voir l'encadré ci-après), de l'accord de collaboration avec l'IFC, et du partenariat pour le financement en Afrique, avec la BafD, l'IFC et plusieurs IEFD.

En 2012, près de 60 % des projets signés ont été cofinancés avec d'autres bailleurs de fonds et ainsi, depuis 2003, 119 projets au total (d'un coût global de 3,847 milliards d'EUR) ont été cofinancés dans le cadre de la Facilité d'investissement.

[8] Institutions européennes de financement du développement : www.edfi.be

L'initiative de délégation réciproque - Trois institutions européennes de financement du développement unissent leurs forces pour aider à améliorer l'approvisionnement en eau autour du lac Victoria

La BEI travaille en étroite collaboration avec l'Agence française de développement (AFD) et la banque publique allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) dans le cadre de l'initiative de délégation réciproque. Ce mécanisme prévoit que pour chaque projet financé conjointement, l'une des institutions participantes assure le rôle de chef de file pour l'évaluation. Cela permet de simplifier les procédures administratives pour le promoteur et de réduire les coûts de transaction. La phase pilote de cette initiative a été menée à bienen 2012, 14 projets ayant été cofinancés en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et des lignes directrices opérationnelles ont été signées au début de 2013.

L'initiative de délégation réciproque renforce l'efficacité des financements à l'appui des politiques de l'UE et confère une plus grande visibilité aux investissements de l'UE.

Le **projet d'eau et d'assainissement dans la région du lac Victoria (Kampala)** [9] est l'un des premiers exemples de l'initiative de délégation réciproque. La KfW et son équipe locale ont assuré le rôle de chef de file en tant que bailleur de fonds principal. La KfW intervient depuis longtemps dans le secteur de l'eau en Ouganda et entretient notamment des relations de longue date avec le bénéficiaire, la Société nationale ougandaise de l'eau et de l'assainissement.

L'AFD et la BEI ont apporté leur connaissance poussée des questions relatives à la qualité de l'eau et leur longue expérience des projets d'adduction d'eau et d'assainissement dans la région, acquise dans le cadre de leurs interventions à l'appui de la remise en état de prises d'eau dans les principales villes bordant le lac Victoria, en collaboration avec d'autres partenaires comme ONUHabitat. Cette dimension régionale constitue le fondement de la demande d'aide non remboursable de 8 millions d'EUR du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, introduite par les partenaires de l'initiative de délégation réciproque et retenue, pour le financement d'investissements de la Société nationale ougandaise de l'eau et de l'assainissement à Kampala.

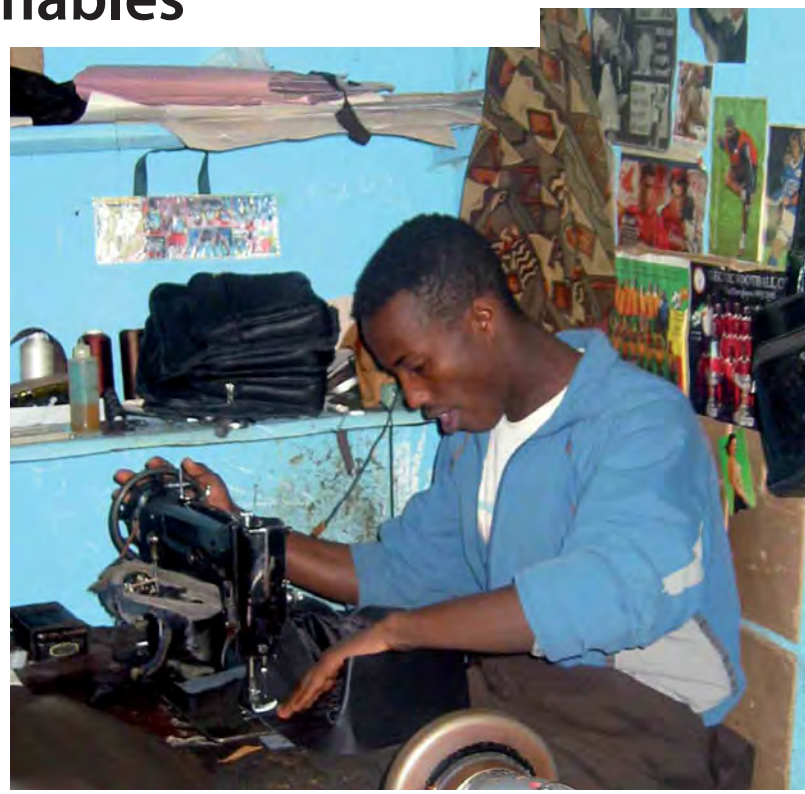
Les travaux ont commencé et devraient se poursuivre pendant les cinq prochaines années. La plupart des consommateurs d'eau de Kampala (2,5 millions d'habitants) bénéficieront, sous une forme ou une autre, de l'amélioration de la capacité de traitement de l'eau et de la distribution d'eau potable en général. Par ailleurs, vingt zones de peuplement informel sélectionnées, dans lesquelles jusqu'à 200 000 personnes (soit 50 % de la population) vivent sous le seuil de pauvreté absolue, auront accès à une eau potable saine et sûre à un prix abordable.

Les partenaires de l'initiative de délégation réciproque poursuivront leur étroite collaboration en mettant progressivement des fonds à disposition au fur et à mesure de l'avancement du projet.

[9] Voir le rapport annuel 2011 sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les territoires d'outre-mer, page 28.

Un apport de valeur ajoutée pour **des résultats quantifiables**

La BEI s'assure, pour chacun des projets qu'elle finance, que son intervention génère de la valeur ajoutée, en proposant des conditions et des durées de prêts qui ne sont pas disponibles autrement sur le marché, et en favorisant de manière substantielle l'amélioration des normes sociales, environnementales et de gouvernance dans le cadre de la mise en œuvre des projets.



En 2012, le nouveau cadre de mesure des résultats (REM) de la Banque, mis en place pour améliorer l'analyse ex ante des résultats attendus des projets et renforcer la capacité de la Banque à rendre compte des résultats effectivement obtenus, a été utilisé pour la première fois sur une année entière. Cela a permis de fixer le seuil des résultats attendus pour les 25 projets approuvés dans les pays ACP durant l'année. Les réalisations et les résultats de ces projets seront mesurés à certaines dates bien précises après signature, en principe à l'achèvement du projet et trois années plus tard. Le REM permettra à la BEI de sélectionner plus rigoureusement les projets où son intervention apporte la plus forte valeur ajoutée et est la mieux adaptée à la réalisation des objectifs de son mandat.

Un rapport complet sur les données globales des résultats attendus des projets approuvés à l'extérieur de l'UE en 2012 sera disponible pour mai 2013. Il présentera des répartitions détaillées des réalisations et des résultats combinés et cumulés des projets par secteur, une analyse approfondie des contributions attendues des projets aux objectifs de la BEI, aux priorités de l'UE et aux Objectifs du millénaire pour le développement, ainsi que des données relatives à la valeur ajoutée découlant de la participation de la BEI. Sur les 25 projets approuvés dans les pays ACP, 21 devraient avoir de bons ou d'excellents résultats en matière de développement d'après la méthodologie de notation du REM [10].

Les indicateurs du REM ont également été appliqués rétroactivement à une sélection de projets achevés afin de démontrer que le cadre permet une meilleure évaluation et une meilleure notification des résultats. Le présent rapport contient des versions abrégées des études de cas pour trois projets réalisés en Afrique, à savoir le deuxième mécanisme pour le financement des entreprises privées en Ouganda, l'instrument de microfinance pour la Communauté d'Afrique de l'Est au Kenya et le projet à l'appui du secteur de l'eau et de l'assainissement à Dar es Salaam en Tanzanie.

[10] Voir le rapport annuel 2011 sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les territoires d'outre-mer, pages 40-41.

Vers **un secteur financier durable**

En 2012, la Banque a continué à accorder une grande priorité au développement du secteur financier dans les pays ACP. 43 % de ses financements (près de 280 millions d'EUR) sont allés à un large éventail d'intermédiaires financiers locaux, notamment des banques, des institutions de microfinance et des fonds de capital-investissement. La BEI propose toute une série d'instruments financiers destinés à répondre aux besoins spécifiques de ces intermédiaires et des bénéficiaires de leurs financements dans les régions concernées. Cela lui permet de promouvoir les marchés financiers locaux et de stimuler la croissance du secteur privé, et en particulier des PME, dans des secteurs très divers. Parmi ces instruments figurent les prêts en monnaie locale qui permettent d'atténuer les risques de change encourus par les entreprises des pays ACP, principalement les PME, dont la majeure partie des recettes sont libellées en monnaie locale.

Un meilleur
accès aux financements à long terme

Depuis 2010, dans les pays ACP, la BEI a soutenu près de 160 PME pour un total de plus de 530 millions d'EUR.

Dans les pays ACP, les petites et très petites entreprises sont confrontées à un manque critique d'accès aux ressources financières à long terme. La BEI achemine les financements qu'elle accorde au titre de la Facilité d'investissement grâce à des banques intermédiaires locales sélectionnées. Elle met leur expérience à profit pour que les investissements soient adaptés aux besoins spécifiques des pays et secteurs concernés.

En novembre 2012, deux nouveaux produits ont été ajoutés à la palette des instruments financiers à la disposition de la Banque hors de l'Union européenne : un instrument de prêt pour les PME et un instrument de prêt pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI)[11], qu'elle utilise déjà largement dans le cadre de son activité au sein de l'UE. Ces produits permettent une plus grande souplesse dans l'octroi des prêts (y compris pour ce qui est des montants et des bénéficiaires des affectations) et réduisent les temps de traitement et les coûts des transactions pour les emprunteurs.

La Banque a aussi recours à des aides non remboursables pour financer une assistance technique aux banques, aux institutions de microfinance et aux PME, afin de renforcer leurs capacités de prêt et d'emprunt futures. En 2012, trois opérations faisant intervenir le secteur financier en Ouganda, à Djibouti et à Haïti ont bénéficié d'une assistance technique à la mise en œuvre (voir l'annexe 6).

En 2012 également, un mécanisme innovant de garantie pour les PME a été mis au point avec d'autres IFI dans le but de proposer un partage des risques à des banques cherchant à développer leur portefeuille de prêts aux PME. Ce mécanisme deviendra opérationnel dans le courant de 2013.

[11] www.bei.org/products

Une collaboration **avec des intermédiaires locaux expérimentés**

Les lignes de crédit sont une composante essentielle du soutien de la Banque aux PME dans un large éventail de secteurs. Elles lui permettent de toucher des projets de petite dimension, par exemple à l'appui du recours aux énergies renouvelables et de l'action pour le climat. La BEI travaille avec des institutions intermédiaires locales ayant démontré leur solidité financière, leur bonne gestion et leur bonne gouvernance, qu'elle peut encore renforcer si nécessaire grâce à une assistance technique. Les intermédiaires assurent l'instruction, le suivi et l'évaluation des initiatives qu'ils financent, conformément aux normes requises pour tous les projets bénéficiant d'un concours de la Banque. Ils sont en outre tenus de faire régulièrement rapport à la Banque sur l'affectation des fonds mis à leur disposition. Les lignes de crédit de la BEI contribuent ainsi à renforcer les marchés financiers nationaux et à élever les normes et les niveaux de compétence du secteur. En 2012, la BEI a signé six lignes de crédit pour un total de plus de 200 millions d'EUR.

La Banque a prêté depuis 2003 près de 1,5 milliard d'EUR dans les pays ACP sous la forme de lignes de crédit, ce qui représente 24 % du total de ses prêts.

Accélération de la croissance des PME et du développement du secteur financier en Ouganda

Le deuxième mécanisme pour le financement des entreprises privées (PEFF II) a bénéficié en 2010 d'un prêt de 40 millions d'EUR de la BEI. Ce mécanisme a permis de mettre des ressources à long terme en euros, en dollars des États-Unis et en shillings ougandais à la disposition de six banques intermédiaires sélectionnées en Ouganda, au profit de projets d'investissement axés sur le développement d'entreprises privées, en particulier de PME. Les secteurs ciblés étaient l'industrie manufacturière, l'agro-industrie, les transports, le tourisme ainsi que l'éducation et la santé, autrement dit des secteurs d'intervention importants pour renforcer les infrastructures sociales du pays et qui créent des emplois et favorisent la croissance économique.

L'une des banques bénéficiaires, la Housing Finance Bank (HFB), a reçu un prêt à long terme de 4 millions d'EUR. Cela lui a permis de consentir des prêts à plus haut risque à des PME et de financer des projets d'écoles et de logements étudiants qu'il n'aurait pas été autrement possible d'envisager. Au total, 54 prêts ont été accordés à des PME pour un montant unitaire moyen de 73 500 EUR et 750 emplois ont ainsi été créés. Les bénéficiaires étaient à 70 % des primo-emprunteurs, 13 % étaient des femmes et 33 % étaient établis en zone rurale. Dans 24 % des cas, les prêts ont aussi permis la mise en œuvre de méthodes et de matériaux de construction favorisant l'efficacité énergétique, ce qui a contribué à réduire les émissions de dioxyde de carbone du pays. Une aide non remboursable de 420 000 EUR pour former le personnel et les clients de la HFB à la planification et à la gestion de leur activité était également incluse dans le mécanisme, de façon à garantir leur réussite à long terme et, au-delà, la viabilité du secteur financier.

Le nouveau bâtiment d'enseignement permettra à la Kampala Academy, qui accueille des élèves de cinq pays, de réduire la taille des classes et contribuera à maintenir son niveau académique élevé.

Kampala Academy

La Kampala Academy est une école élémentaire privée qui accueille des enfants venant non seulement de la ville de Kampala, mais aussi d'autres pays (Kenya, Rwanda, Soudan et Tanzanie). Créée en 1996 par trois familles pour prendre en charge quarante enfants répartis en trois classes, l'établissement compte actuellement 620 élèves.

Grâce au financement de la BEI, la Housing Finance Bank (HFB) a pu prêter 420 millions de shillings ougandais (environ 120 000 EUR) pour une durée de dix ans à la Kampala Academy. Celle-ci a ainsi pu se doter en l'espace de dix mois d'un nouveau bâtiment d'enseignement de quatre étages, au lieu des dix ans qui auraient été nécessaire sans le financement de la HFB.

Avec ce nouveau bâtiment, l'école sera en mesure de réduire la taille de ses classes et d'offrir aux élèves de meilleures conditions d'enseignement. Cela lui permettra de préserver son haut niveau éducatif (ses élèves affichent en effet d'excellents résultats aux examens nationaux puisque plus de 90 % d'entre eux y obtiennent des notes élevées).

La BEI, avec le FEI, sa filiale spécialisée dans le capital-risque (ils forment ensemble le Groupe BEI), intervient de longue date dans le secteur de la microfinance, notamment dans les pays ACP. Depuis 2000, le Groupe BEI apporte son soutien aux institutions de microfinance, bailleurs de fonds et autres parties prenantes du secteur qui s'emploient à pallier les défaillances spécifiques du marché et à promouvoir des solutions de financement à l'intention des très petites, petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à celle des indépendants à faibles revenus. Le Groupe BEI jouit d'une notoriété croissante en tant qu'acteur majeur du financement et du développement d'un secteur mondial de la microfinance viable et responsable, répondant aux besoins locaux et remédiant aux carences en matière d'offre de services financiers.

Prise en compte des besoins spécifiques des petites et très petites entreprises en Afrique de l'Est

L'autorisation globale portant sur l'Instrument de microfinance pour la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) est la première de trois opérations régionales lancées par la BEI en Afrique subsaharienne dans le domaine de la microfinance. Ce dispositif est destiné à des banques et à d'autres intermédiaires financiers qui fournissent des prêts et des services aux très petites et petites entreprises de la région, dans les zones rurales et en milieu urbain.

Par ce moyen, la BEI accorde en monnaie locale des prêts à relativement long terme qui renforcent la capacité des intermédiaires à répondre aux besoins financiers de leurs clients . En rétrocédant à cette catégorie d'entreprises le produit des prêts de la Banque, les intermédiaires servent un marché de niche dans lequel la demande est élevée et qui est devenu l'une des cibles de l'activité de soutien de la BEI à la microfinance.

Au titre de la première opération, environ 10 000 petits et très petits entrepreneurs des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ont bénéficié de prêts d'un montant moyen de 5 000 EUR. Les secteurs concernés étaient le commerce et les services de détail, l'agro-industrie et l'agroalimentaire, la pêche, l'industrie manufacturière, la construction, les transports, le tourisme ainsi que les services liés à ces secteurs. Le gouvernement du Luxembourg a fourni une contribution de 150 000 EUR destinée à financer une assistance technique pour la formation des intermédiaires financiers et des bénéficiaires. La deuxième opération devrait permettre de toucher 30 000 autres bénéficiaires.

L'un de ces derniers est la Faulu Kenya Deposit Taking Micro-Finance Company, qui a bénéficié d'un prêt de 4 millions d'EUR. Faulu Kenya fournit des services bancaires aux franges de la population qui n'y avaient pas accès jusque-là, en leur proposant des solutions d'épargne, de crédit, de micro-assurance et de banque mobile. La société dispose de plus de 90 succursales et notamment de 27 agences bancaires dans sept des huit provinces du Kenya. 15 000 prêts à long terme ont été accordés pour un total de 8 millions d'EUR à de petites et très petites entreprises kényanes, dont près de la moitié à des femmes, et ont permis de créer 30 000 emplois.

DOLLAR AUTO SPARES

Peter Kuria est le propriétaire de Dollar Auto Spares à Nairobi et il est client de Faulu depuis 2000. Les prêts de Faulu lui ont permis d'agrandir son stock de pièces automobiles et de développer son activité de détail afin de dégager une meilleure rentabilité. Le prêt le plus récent s'élevait à 2 600 EUR sur deux ans, remboursés avant terme. L'argent emprunté a permis à Peter Kuria de se rendre à Dubaï et en Chine pour acheter des pièces détachées à un meilleur prix qu'auprès de fournisseurs kényans. Il a également pu transférer son magasin dans des locaux plus spacieux situés dans une zone plus sûre et d'offrir à deux jeunes tout juste entrés sur le marché du travail, leur premier emploi officiel salarié à temps plein. M. Kuria utilise ses bénéfices croissants pour scolariser ses enfants et contribuer à soutenir sa famille au sens large.

Peter Kuria, bénéficiaire de ressources de la BEI au titre de l'Instrument de microfinance pour la Communauté d'Afrique de l'Est, est le propriétaire de Dollar Auto Spares à Nairobi.

Un effet catalyseur

La BEI applique des politiques rigoureuses sur les plans de l'environnement et de la passation de marchés lorsqu'elle évalue l'admissibilité de projets à un financement ; elle déploie des efforts considérables pour promouvoir des normes environnementales, sociales et de gouvernance élevées et intégrer la question des droits humains dans ses projets.

Dans ses opérations d'apport de fonds propres, la Banque contribue à élever les normes environnementales, sociales et de gouvernance. Cela est particulièrement important pour créer un environnement favorable au développement d'activités responsables et viables susceptibles d'attirer les investissements du secteur privé. Sa participation à des fonds de capital-investissement peut catalyser l'engagement d'autres investisseurs et, grâce à une représentation active au sein des conseils d'administration, améliorer les compétences de gestion ainsi que les cadres réglementaire et juridique. Les sociétés bénéficiaires sont encouragées à se conformer à la législation locale ou aux meilleures pratiques internationales en ce qui concerne la protection de l'environnement, à traiter leurs employés de manière équitable et à garantir leur santé et leur sécurité au travail, ainsi qu'à faire preuve d'intégrité dans l'ensemble de leurs activités.

Une réponse aux besoins financiers du « segment intermédiaire délaissé »

En 2009, la BEI a investi 20 millions d'EUR dans le GroFin (Growth Finance) Africa Fund, un fonds de capital-investissement de 150 millions d'EUR qui fournit des prêts et des services de conseil aux PME africaines et prend des participations dans leur capital.

Le fonds cible les petites entreprises de 10 à 50 salariés en moyenne (le « segment intermédiaire délaissé »). Ces dernières n'ont guère accès aux financements car elles sont trop grandes pour les institutions de microfinance, trop petites pour les fonds de capital-investissement et trop risquées pour les banques. Ces PME se caractérisent par un très fort potentiel d'impact sur le développement, mais aussi par un risque d'échec important.

Afin de maîtriser ce facteur de risque élevé, GroFin assortit ses investissements d'un soutien pratique, qui va de conseils au stade de la planification de l'activité et de la modélisation financière à l'appui à la mise en œuvre. Ce soutien aide les entrepreneurs et les propriétaires de sociétés à respecter les objectifs opérationnels convenus.

Afin de parvenir à l'équilibre qu'il vise entre un impact maximal sur le développement et une bonne rentabilité de marché, GroFin exige de ses bénéficiaires qu'ils se conforment à des normes de bonne gouvernance et à des principes commerciaux viables. Il fournit des conseils à ses emprunteurs pour améliorer leurs capacités en matière de gestion, d'administration et de communication financière. Il s'assure également qu'ils respectent des critères d'intégrité rigoureux et opèrent en conformité avec la législation locale et internationale, notamment en ce qui concerne le blanchiment de capitaux et d'autres infractions financières. GroFin aide ses bénéficiaires à se doter de politiques environnementales, sociales et de gouvernance en leur proposant non seulement des informations sur les lois et réglementations locales, mais aussi un guide et un cadre pour la mise au point de politiques et de procédures en la matière.

Le GroFin Africa Fund a soutenu plus de 4 000 sociétés représentant plus de 50 000 bénéficiaires, ce qui a permis de créer ou préserver près de 10 000 emplois, dont 38 % sont occupés par des femmes.

Activité de recyclage de plastique de Soimex Rwanda

Soimex recycle du plastique que lui fournissent cinq associations comptant chacune plus de 100 membres. L'activité de Soimex assure ainsi un moyen de subsistance à des centaines de personnes qui seraient sinon sans emploi. La ligne électrique financée par Soimex approvisionne à présent un millier de foyers en électricité.

- Extension d'installations de recyclage
- 450 000 USD investis
- Objectif de rentabilité de 27 %
- Planification de l'activité
- Soutien opérationnel et contrôle financier
- Croissance de l'effectif, passé de 8 à 43 salariés

Des fondements **pour la croissance économique**

En 2012, la BEI a prêté plus de 360 millions d'EUR pour neuf grands projets d'infrastructures essentielles en Afrique subsaharienne et dans le Pacifique. En fonction de sa situation géographique et économique, chacune des régions ACP est confrontée à ses propres défis lorsqu'il s'agit d'assurer des services de base d'approvisionnement en eau propre et en énergie ou de transports et de communications. Des mesures d'atténuation des changements climatiques ou d'adaptation à leurs effets doivent également être prises en compte dans le cadre du financement d'infrastructures si l'on veut favoriser une croissance économique durable et parvenir à terme à réduire la pauvreté.

Seule institution financière multilatérale à intervenir à la fois en Europe et dans les pays ACP et premier bailleur de fonds public au monde, la Banque européenne d'investissement possède une expérience unique et l'expertise sectorielle nécessaire pour étayer toutes ses opérations de financement de projets, notamment dans le domaine des infrastructures. Les enseignements tirés de projets réalisés dans une région donnée permettent souvent de surmonter des défis techniques, de combler des lacunes spécifiques en matière d'investissement et de combiner efficacement des prêts à long terme et une assistance technique dans une autre région. Les experts techniques et les spécialistes sectoriels de la BEI qui travaillent sur des projets similaires dans le monde entier contribuent à mettre en place un soutien efficace pour les investissements à long terme dans des infrastructures, en collaboration étroite avec les partenaires financiers européens et multilatéraux de la Banque.

Une énergie **pour l'avenir**

Les pays ACP possèdent d'abondantes sources d'énergie renouvelables, comme l'énergie hydraulique, la géothermie, l'éolien et le solaire. La BEI soutient des projets qui contribuent à l'exploitation responsable de ces ressources naturelles pour fournir aux populations une énergie propre et abordable, dans le cadre d'initiatives de petite dimension relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ou de projets de production et de transport d'énergie, qui présentent un intérêt régional et stimulent la croissance économique.

En 2012, la BEI a prêté plus de 250 millions d'EUR pour six grands projets de production et de transport d'électricité en Afrique, ce qui a permis d'accroître de plus de 750 MW la production électrique du continent, soit l'équivalent de la capacité totale installée de l'Éthiopie[12]. Grâce à ces projets, près de 400 000 foyers ou entreprises, dans les villes et dans les zones rurales, seront raccordés pour la première fois au réseau électrique ou bénéficieront d'une énergie plus fiable, moins chère et plus propre qu'auparavant, ce qui ouvrira des perspectives de coopération régionale et d'essor économique et transformera la vie des populations concernées.

Au **Cameroun**, la BEI a financé deux projets pour appuyer les efforts déployés par les pouvoirs publics afin de convertir les immenses ressources hydrauliques et en gaz naturel en sources d'énergie

[12] Africa Infrastructure Country Diagnostic, statistiques de 2005.

durable et abordable pour la population et de remédier à la vulnérabilité de la fourniture d'électricité aux variations climatiques saisonnières. La construction d'un barrage de régulation pour la **centrale hydroélectrique de Lom Pangar** sur le Sananga permettra d'accroître la productivité des centrales existantes installées sur le cours du fleuve ainsi que d'éventuelles futures centrales. 2 400 foyers de plus seront ainsi raccordés au réseau d'électricité dans des zones rurales. Parallèlement, la **première centrale électrique au gaz naturel du pays (Kribi)** fournira un approvisionnement de secours à faible coût durant la saison sèche. Ces deux projets combinés assureront toute l'année au pays un complément de production d'électricité, stimulant la création d'emplois et la croissance économique.

Valorisation du potentiel énergétique de l'Afrique

Le continent africain recèle d'abondantes sources naturelles d'énergie, mais les installations de production d'électricité existantes sont souvent coûteuses à exploiter, inefficaces et peu fiables. Aider les pays africains à développer leurs infrastructures afin de produire de l'énergie en valorisant leurs propres sources renouvelables nécessite des investissements à grande échelle et une collaboration étroite et active entre pouvoirs publics, promoteurs privés, banques commerciales et institutions de financement du développement.

La BEI joue un rôle clé pour faciliter les partenariats public-privé dans le cadre de projets énergétiques et améliorer les capacités institutionnelles à mettre ces projets en œuvre. Elle déploie des efforts constants pour élaborer des mécanismes de financement innovants, de manière à favoriser de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique sur le continent et à stimuler ainsi la croissance économique.

En août 2012 a été mise en service la **centrale hydroélectrique de Bujagali** (250 MW), qui couvre près de la moitié des besoins énergétiques de l'Ouganda. cette centrale accroît la fiabilité de l'approvisionnement électrique du pays, en diminue le coût, et réduit également les émissions de dioxyde de carbone du fait du remplacement de combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelables locales. En outre, dans le cadre de l'exploitation de la centrale, des services sociaux, communautaires et commerciaux, notamment de la microfinance, des équipements agricoles, un approvisionnement en eau et des services d'éducation et de soins de santé, sont proposés à la population de la zone.

Le projet a été mis au point sur la base d'un partenariat public-privé entre le gouvernement ougandais et un consortium réunissant le Fonds Aga khan pour le développement économique et Sithe Global (filiale du groupe américain Blackstone), avec des contributions de la BEI, de l'IFC, de la Banque africaine de développement, d'un groupe d'institutions financières européennes bilatérales constitué de Proparco, de l'AFD, de la FMO, de la DEG et de la KfW, ainsi que de deux banques commerciales, Absa Bank et Standard Chartered Bank (bénéficiant d'une garantie de la Banque mondiale). Le prêt accordé par la BEI s'élève à 92 millions d'EUR.

Ce modèle de PPP conjugue les forces du secteur privé pour ce qui est de financer, réaliser et exploiter un actif de cette nature et de cette dimension et l'engagement des pouvoirs publics à apporter une solution à certains problèmes tels que les variations de la demande d'électricité ou des ressources en eau disponibles pour en produire. Le projet de centrale de Bujagali s'est vu décerner en 2007 le titre de « Meilleur projet électrique africain de l'année » par le magazine Euromoney Project Finance et il a reçu en 2013 de World Finance PPP celui de « Meilleur projet vert au Moyen-Orient et en Afrique de l'année ».

Mise en place de connexions **entre les régions**

Terminée en 2012, l'interconnexion de Caprivi a permis de lancer l'électrification rurale de la région ; elle constitue en outre un modèle pour le secteur en raison de l'utilisation de la technologie du courant continu à haute tension (CCHT) pour le transport d'électricité.

En Afrique, en particulier, la BEI conjugue sa vaste expérience au savoir-faire acquis dans le cadre de ses relations de longue date avec les organisations régionales du secteur de l'électricité comme le Pool énergétique d'Afrique australe (Southern African Power Pool – SAPP) et le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (West African Power Pool – WAPP), ainsi qu'avec ses partenaires européens et les institutions de financement du développement avec lesquelles elle collabore pour mettre en œuvre des projets énergétiques de grande ampleur.

Dans les pays ouest-africains en situation de post-conflit tels que la **Côte d'Ivoire, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, une dorsale de transport haute tension innovante** assure l'interconnexion entre les réseaux électriques distincts de ces quatre pays et les relie au WAPP. Elle contribuera de manière notable à étendre l'électrification des zones rurales et des grandes villes de la région et à réduire le coût de l'électricité dans certains des pays les plus pauvres du monde. Le prêt de 75 millions d'EUR accordé par la BEI pour ce projet s'accompagne d'un support technique de longue durée fourni au WAPP par la BEI et le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, qui vient compléter les cofinancements de partenaires tels que la BAfD, la KfW et la Banque mondiale. Ces différents éléments constituent un appui crucial pour la mise en place de l'infrastructure prioritaire du WAPP, ce qui permettra la création d'un marché régional de l'électricité.

La BEI a également alloué 50 millions d'EUR pour la réhabilitation de **la centrale hydroélectrique de Mount Coffee** au Liberia, détruite pendant la guerre civile de 2003. Ce projet représentera l'un des éléments majeurs du processus de reconstruction et de développement du pays.

*Ligne à courant continu haute tension

En octobre 2012, la BEI a lancé une consultation publique dans le cadre de la révision de sa politique de prêt à l'appui du secteur de l'énergie. Les principales parties prenantes, les spécialistes du secteur de l'énergie et le public ont été invités à contribuer aux efforts de la Banque pour aligner les domaines de financement qu'elle cible sur les objectifs prioritaires de l'UE, en particulier ceux définis dans le Livre vert de la Commission sur l'énergie. Elle prévoit d'adopter en 2013 une politique de prêt révisée pour le secteur de l'énergie.

Depuis son premier projet à l'appui du **réseau électrique de la Zambie** il y a 15 ans, la BEI a sensiblement contribué à améliorer l'accès à une électricité plus propre et plus abordable dans le pays et, plus largement, dans la zone de compétence du Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP). Le projet d'interconnexion électrique de Caprivi a rendu possible le transport d'électricité en provenance du nord de la région, qui possède des ressources hydroélectriques, vers la partie sud, auparavant très dépendante de la production d'électricité à partir de charbon. La ligne d'interconnexion renforcée entre la Zambie, la Namibie et l'Afrique du Sud constitue une voie fiable pour le négoce de l'électricité ; elle encourage le développement d'un marché régional concurrentiel de l'électricité et améliore la sécurité de l'approvisionnement dans la région, y compris, pour la première fois, dans les zones rurales. En 2012, la Banque a contribué à dynamiser la production et la distribution d'électricité verte dans la région de compétence du SAPP par un financement de plus de 70 millions d'EUR pour la **centrale hydroélectrique d'Itezhi-Tezhi** et pour deux lignes de transport sur une longue distance, l'une reliant la centrale au réseau national et l'autre, entre **Kafue et Livingstone, qui constitue la seule grande connexion dans le sud-ouest du pays**. Ces projets soutiennent les efforts déployés par le gouvernement zambien pour assurer un approvisionnement fiable en électricité en phase avec la croissance économique du pays.

Une énergie durable pour tous

Lancée en 2012 par les Nations unies, l'initiative « Une énergie durable pour tous » (SE4ALL), vise à garantir à chaque habitant de la planète l'accès à des services énergétiques modernes et à doubler, d'ici à 2030, le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. En collaboration avec d'autres institutions, la BEI a élaboré plusieurs instruments nouveaux destinés à financer, à hauteur de plus d'un milliard d'EUR, les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, notamment en Afrique subsaharienne. Ces nouveaux instruments devraient être opérationnels au cours de l'année 2013.

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures est doté d'un guichet de financement spécifique visant à soutenir les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de SE4All. Ainsi, le financement de projets nationaux liés à l'énergie et l'octroi de prêts par le canal d'intermédiaires seront renforcés. En outre, plusieurs instruments de financement innovants conçus pour les projets de petite dimension liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique seront mis au point. Il s'agit notamment de mesures d'assistance technique et d'atténuation des risques (Africa Sustainable Energy Facility – mécanisme africain pour l'énergie durable), de crédits fondés sur les résultats et de rehaussements de crédit (Renewable Energy Performance Platform – plate-forme de performance pour les énergies renouvelables), ainsi que d'assurances et de garanties (Africa Energy Guarantee Fund – fonds de garantie africain pour l'énergie). La BEI restera également le conseiller du Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF[13]), qui joue un rôle de mobilisateur de ressources pour des opérations de capital-investissement à l'appui de projets ayant trait à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans les pays en développement et les économies en transition.

[13] www.geeref.com

La centrale Khi Solar One Tower permettra de stocker de l'énergie pendant 2 heures et d'éviter l'émission de plus de 180 000 tonnes de CO_2.

Illustration d'artiste – Khi Solar One Tower

Opérations en République d'Afrique du Sud

En 2012, la BEI a accordé deux prêts pour un montant total de 100 millions d'EUR en Afrique du Sud.

Le projet **Khi Solar One Tower** s'est vu attribuer un financement de 50 millions d'EUR. Mise en œuvre pour la première fois en Afrique du Sud, une nouvelle technologie permettra de fournir de l'électricité en dehors des heures d'exposition directe au rayonnement solaire, grâce à des installations de stockage de chaleur. Située sur un site de 600 hectares dans la province du Cap-du-Nord, la centrale héliothermique produira, pendant les périodes de consommation de pointe, de l'électricité d'origine renouvelable en quantité équivalente aux besoins de 37 000 ménages à revenus moyens. Grâce au projet, 35 emplois à temps plein seront créés sur le site, de même que 140 emplois indirects. Khi Solar est un investissement important qui s'inscrit dans le cadre du programme sud-africain d'attribution de marchés pour la production indépendante d'électricité d'origine renouvelable[14]. En outre, un organisme spécial d'intérêt local détiendra 20 % de la société de projet. Les recettes qui lui seront versées serviront à promouvoir le bien-être économique et social des populations locales.

La Banque a également prété 50 millions d'EUR pour la **réhabilitation, la modernisation et l'extension d'équipements municipaux clés qui serviront à financer 30 projets prioritaires du plan de développement intégré de la ville d'eThekwini** ; ces projets portent notamment sur une vaste mise à niveau du réseau routier dans des zones d'habitat informel, sur une amélioration de l'accès à l'électricité et des installations d'adduction d'eau et d'assainissement et enfin sur des équipements sanitaires et des centres de formation à la lutte contre les incendies. Les projets spécifiques qui bénéficieront de l'intervention de la Banque comprennent le renforcement de la voirie à Inanda, la mise à niveau de la sous-station électrique de Ridgeside à Umhlanga et la construction d'une nouvelle station de pompage d'eau à Durban Point. Le concours de la BEI sera géré par FirstRand Bank qui contribuera aussi directement au programme d'investissement.

[14] http://www.ipprenewables.co.za/

Mise à disposition **d'une eau pure et saine et accès à l'assainissement**

Depuis 2003, la BEI a investi près de 450 millions d'EUR à l'appui de projets relatifs à l'eau et à l'assainissement dans les pays ACP et les PTOM.

Les Nations unies ont proclamé 2013 « Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau ». Selon leurs statistiques[15], plus d'un habitant sur six dans le monde n'a pas accès à l'eau potable et plus de deux milliards et demi de personnes ne sont pas raccordés à un assainissement, même de base. Sans ces services essentiels, les maladies se propagent, causant chaque année des millions de décès qui peuvent être évités dans les pays développés.

En étroite collaboration avec la Commission européenne, des bailleurs de fonds, des collectivités locales et des ONG, la BEI soutient des projets qui contribuent à la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire fixés par les Nations unies pour l'eau et l'assainissement.

[15] www.unwater.org

L'eau de la Ruvu est traitée dans deux installations situées à proximité avant d'être transportée sur 100 km jusqu'à Dar es Salaam.

Eau et assainissement de Dar es Salaam

L'autorité de Dar es Salaam chargée de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (DAWASA) a été créée en 1997 pour assurer la mise en place, l'exploitation et l'entretien du réseau d'adduction d'eau et d'assainissement de la capitale tanzanienne, Dar es Salaam, et de deux villes voisines, Bagamoyo et Kibaha. Le projet Dar es Salaam Water Supply and Sanitation (DWSSP) est le premier partenariat public-privé d'Afrique (entre DAWASA et le gouvernement tanzanien) dans le secteur de l'approvisionnement en eau. Les opérations ont commencé en juillet 2004, avec le financement d'investissements dans des infrastructures dans le territoire de compétence de DAWASA. L'objectif était d'assurer un approvisionnement en eau fiable, abordable et durable et à améliorer l'assainissement et les services sanitaires pour les habitants.

Parmi les composantes essentielles du projet figuraient la réorganisation institutionnelle, la rénovation physique et la modernisation des installations et équipements, l'extension des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en particulier dans les quartiers habités par des populations à faibles revenus. Y figuraient aussi l'amélioration de la qualité de l'eau potable, l'utilisation plus efficace des ressources, notamment par la réduction des pertes, et la gestion durable des ressources en eau au niveau des bassins hydrographiques.

Grâce au projet :

- la production d'eau a augmenté, passant à 96 % de la capacité de production installée, et l'approvisionnement est maintenant stable ;
- l'ensemble du réseau d'assainissement a été rénové et la totalité des eaux usées collectées est traitée ;
- 114 000 usagers ont été raccordés au réseau ou ont vu leurs installations rénovées et branchées à un compteur ;
- 80 % des ménages raccordés au réseau reçoivent de l'eau plus de six heures par jour ;
- plus de 406 000 ménages à faibles revenus disposent d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement grâce au programme pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (Community Water Supply and Sanitation Program – CWSSP) ;
- la santé publique s'est améliorée et les cas de choléra ont diminué ;
- des plans directeurs stratégiques pour la valorisation de nouvelles sources d'eau et l'extension des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été élaborés et un programme de travail à moyen terme a été mis en place.

Intégration des mesures d'adaptation aux changements climatiques et des mesures d'atténuation de leurs effets

Les pays ACP sont particulièrement vulnérables aux effets négatifs des changements climatiques, alors qu'ils figurent parmi les pays qui émettent le moins de gaz à effet de serre. Nombre d'entre eux sont confrontés à une extrême rareté des ressources en eau et à une dégradation des sols, tandis que les petits États insulaires sont touchés par la montée du niveau de la mer.

La BEI promeut activement l'exploitation du potentiel en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, durant l'instruction de chaque projet. Elle identifie systématiquement la nécessité et les possibilités d'intégrer des mesures d'adaptation et de résistance aux changements climatiques dans la solution de financement qu'elle propose. Enfin, la Banque associe à ses financements des aides non remboursables à l'appui d'une assistance technique pour améliorer la conception ou la gestion d'un projet afin d'en renforcer les composantes relatives à l'action en faveur du climat, et elle accorde des bonifications d'intérêts pour aider à compenser le surcoût occasionné par les mesures d'adaptation.

En 2012, la BEI a alloué près de 160 millions d'EUR à l'appui de cinq projets comprenant des composantes relatives à l'action en faveur du climat, soit 22 % du volume prêté sur l'année. Ces projets concernent tous le secteur de l'énergie. Quatre sont des projets de production d'électricité de grande ampleur visant à remplacer des installations alimentées en combustibles fossiles par des centrales hydroélectriques utilisant une source d'énergie renouvelable.

Le cinquième projet, pour lequel la BEI a accordé un prêt de 7,5 millions d'EUR, permettra au **principal hôpital de Polynésie française** de réduire de moitié ses coûts énergétiques et de faire baisser très nettement ses émissions. Grâce à un système de climatisation fonctionnant à l'eau de mer, l'hôpital évitera les importations coûteuses de combustibles dont il dépend aujourd'hui. Mis en œuvre en collaboration avec l'Agence française de développement dans le cadre de l'Initiative de délégation réciproque, il s'agit, pour la région, du tout premier projet d'infrastructure de cette dimension auquel participent l'UE ainsi que les autorités nationales et territoriales. De l'eau de mer sera pompée à une profondeur de 900 m, là où sa température est comprise entre 5 et 8°C . Elle e alimentera le système de climatisation qui desservira un hôpital de 430 lits et trois bâtiments adjacents. Le projet devrait être opérationnel à la fin de 2014.

Vers un avenir propre pour l'approvisionnement énergétique dans les Caraïbes

L'île de la Dominique possède un important potentiel géothermique à partir duquel elle pourrait produire des volumes d'électricité excédant nettement ses besoins énergétiques. Sa situation géographique, entre la Martinique et la Guadeloupe, permettrait par ailleurs une interconnexion transfrontalière pour exporter cette énergie propre et respectueuse de l'environnement dans ces deux îles voisines. En 2012, la BEI a conclu un accord d'assistance technique avec le gouvernement local afin d'évaluer la faisabilité d'une interconnexion sous-marine et d'en réaliser les études d'ingénierie et les analyses environnementales. Cette interconnexion régionale contribuerait également à améliorer la sécurité énergétique, l'intégration régionale et l'accès à une électricité propre, verte et abordable, de même qu'à préserver l'environnement dans les Caraïbes. Il s'agirait du premier projet de ce type réalisé dans la région.

Terminé en 2012, le parc éolien du Cap-Vert, qui comprend 29 éoliennes, a permis d'augmenter de 26 MW l'approvisionnement en électricité du pays et de porter la part d'électricité produite à partir de sources renouvelables de 2 % à 25 % de son bouquet énergétique.

50 ans d'activité dans les ACP

50 ans La BEI dans les pays ACP

En 2013, la Banque européenne d'investissement fêtera ses 50 ans d'activité en faveur du développement et de la croissance économique dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le premier prêt a été signé en 1965 pour 1 million d'ECU à l'appui d'une opération d'exportation de bananes réalisée en Côte d'Ivoire. Au fil de ces dernières décennies, la BEI a adapté ses financements dans la région à l'évolution des politiques de développement de l'UE, reflétée dans les accords de partenariats successifs entre les ACP et la Commission européenne. La Banque n'a cessé d'élargir sa zone géographique d'intervention, au départ limitée à 18 pays africains et à Madagascar, signataires du premier accord conclu à Yaoundé en 1963. A ce jour, elle a soutenu plus de 1 300 projets dans 92 pays ou regroupements régionaux, soit un volume total de prêt qui dépasse 16 milliards d'EUR[16].

[16] Opérations dans les pays ACP et les PTOM, ainsi qu'en Afrique du Sud.

Un volume total de prêts de 16,3 milliards d'EUR

Production sucrière au Cameroun (1965)

Ateliers de laminage d'aluminium au Cameroun (1965)

Conditionnement de bananes pour l'exportation en Côte d'Ivoire (1965)

Hydroélectricité à Saint-Vincent-et-les-Grenadines (1984)

Appui aux petites et moyennes entreprises locales au Samoa (1994)

Renforcement de l'approvisionnement en eau potable au Sénégal (1995)

Près de 53 millions d'EUR à l'appui de 71 projets d'assistance technique

Création de milliers d'emplois locaux à la plus grande mine de cuivre de Zambie (2003)

La production de sucre comme outil de la lutte contre la pauvreté au Tchad (2005)

L'hydroélectricité pour répondre aux besoins énergétiques croissants de l'Éthiopie (2005)

50 ans La BEI dans les pays ACP

Manufacture de textile au Gabon (1968)

Renforcement de l'offre énergétique avec la Barbados Light and Power Company depuis 1980

Plus de 1 300 projets appuyés dans 92 pays ou regroupements régionaux

Agrandissement du port principal de l'île Maurice (1995)

De l'eau salubre pour la capitale du Lesotho (1998)

Exploitation rationnelle des ressources énergétiques du Kenya (1999)

Consolidation du développement économique au Nigéria (2005)

Les prêts de la BEI accordés dans le cadre des conventions de Yaoundé (1964-1975) ont contribué à développer et à moderniser les industries et manufactures locales ainsi que les infrastructures de transport, en appuyant les accords commerciaux préférentiels en vigueur pour les exportations de produits agricoles et de minerais vers l'UE. Les conventions de Lomé (1975-2000) sont les accords de coopération les plus larges jamais conclus dans l'histoire des relations Nord-Sud. Par ailleurs, ils ont conduit à consolider les liens commerciaux entre les pays ACP et l'UE et ont permis de soutenir financièrement des projets visant à améliorer

les conditions de vie et le développement économique et social dans les pays ACP. Parmi ces projets figuraient ceux portant sur de grandes infrastructures (en particulier pour élargir et améliorer l'accès à un approvisionnement durable en eau et en énergie) et ceux contribuant au développement du secteur financier.

Les opérations de financement de la BEI réalisées dans le cadre de l'Accord de Cotonou (2000-2020) se caractérisent par une orientation de plus en plus marquée en faveur de la réduction de la pauvreté et du soutien à une croissance durable, en particulier par le développement du secteur privé, conformément au Programme pour le changement de la Commission européenne[17] et aux Objectifs de développement pour le millénaire. La Facilité d'investissement ACP, en particulier de par sa nature de fonds renouvelable prenant en charge les risques, renforce l'appui de la BEI aux entreprises locales et en faveur de l'investissement étranger direct. Forte de ses 50 années d'expérience, de son savoir-faire éprouvé et de sa capacité d'innovation en matière de financement, la BEI demeure un acteur clé de la contribution de l'UE au développement durable dans les pays ACP.

[17] http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/agenda_for_change_fr.pdf

L'interconnexion de Caprivi en Namibie, point de jonction des réseaux électriques régionaux

Réseaux de téléphonie mobile dans le Pacifique (2008)

FEFISOL facilite l'accès des agriculteurs biologiques africains aux marchés du commerce équitable (2011)

Des réseaux de communication performants et abordables pour les Seychelles (2011)

Partenariat régional I&P Sénégal et Laiterie du Berger : amélioration de la production laitière locale et de la transformation du lait au Sénégal (2006)

Des logements sociaux abordables pour l'Afrique du Sud (2008)

Appui à la microfinance en République dominicaine (2008)

Promotion de l'intégration régionale en Afrique australe : corridor de Beira au Mozambique (2009)

Fourniture d'eau propre et saine au Lesotho (2010)

Répondre à l'accroissement des besoins en eau de l'Ouganda (2011)

1,5 milliard d'EUR de prêts pour des projets de distribution d'eau potable et d'assainissement

4 milliards d'EUR de prêts en faveur de projet énergétiques

Des infrastructures vitales pour la ville d'eThekwini en Afrique du Sud (2012)

Chiffres clés : 1963-31.12.2012, ACP, PTOM et Afrique du Sud

50 ans La BEI dans les pays ACP

Feuille de route 2013-2015

Développement du secteur privé local	Promotion de la création d'emplois et stimulation de l'esprit d'entreprise par l'amélioration de l'environnement commercial, la participation à des PPP et le soutien à l'intégration régionale
Accès aux financements	Soutien aux PME et aux initiatives dans le domaine de la microfinance, développement des marchés financiers régionaux. Mise en place de mécanismes innovants de garantie et de prêt. Amélioration de la gouvernance et des capacités
Infrastructures économiques et sociales	Renforcement de l'accès à un approvisionnement énergétique durable et à une eau salubre. Modernisation des services dans les domaines des transports et des TIC. Amélioration des conditions sociales et environnementales grâce une assistance technique spécifique
Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets	Promotion des initiatives relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Protection des pays vulnérables aux effets négatifs des changements climatiques par le soutien à un approvisionnement énergétique à faible intensité de carbone, et amélioration de la résistance aux changements climatiques dans les pays exposés

Organisation et personnel

Le département ACP-FI de la BEI gère toutes les activités de la Banque dans les pays ACP, en République d'Afrique du Sud et dans les territoires d'outre-mer, ainsi que les mandats spéciaux tels que le mandat « climat » et le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. À la fin de 2012, il comptait 76 agents BEI et 15 agents locaux en poste dans les bureaux régionaux de Nairobi, Dakar, Pretoria, Fort-de-France[18] et Sydney. Cette présence sur le terrain est essentielle pour assurer le suivi et le contrôle des projets en temps opportun, améliorer la communication et la collaboration avec les partenaires locaux. Le temps consacré aux activités dans les pays ACP par les agents de la division chargée du suivi et d'autres directions de la BEI – la direction des projets, la direction des finances, la direction Gestion et restructuration des transactions et la direction juridique – a représenté 41 % du temps total comptabilisé pour l'année.

[18] À compter du 1er mai 2013, le bureau des Caraïbes sera transféré à Saint-Domingue, dans des locaux partagés avec la délégation de l'UE en République dominicaine.

Équipes
des bureaux régionaux

Équipe du bureau de Tshwane (Pretoria)

Équipe du bureau de Fort-de-France

Équipe du bureau de Dakar

Équipe du bureau de Nairobi

Équipe du bureau de Sydney

Organigramme

Directeur
Patrick WALSH

Afrique occidentale et sahélienne, Caraïbes
Robert SCHOFIELD

Afrique centrale et orientale, Pacifique
Catherine COLLIN

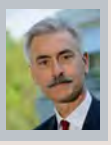
Afrique australe et océan Indien
Diederick ZAMBON

Financements sur projets
Monique KONING

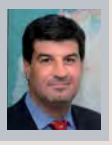
Gestion du portefeuille, stratégie
Heike RÜTTGERS

Afrique occidentale et sahélienne, Dakar
Christophe LUCET

Afrique centrale et orientale, Nairobi
Kurt SIMONSEN



Afrique australe et océan Indien, Tshwane (Pretoria)
Carmelo COCCUZZA



Caraïbes, Fort-de-France
Yves FERREIRA

Pacifique, Sydney
Jean-Philippe DE JONG

Division Fonds propres et microfinance (hors UE)
Angus MACRAE

Division Suivi des opérations
Paolo LOMBARDO

Unité Assistance technique
Stefan KERPEN

Résultats du **portefeuille de la FI** (en tant que fonds renouvelable)

États financiers (voir l'annexe 8)

Compte de résultat

- En 2012, la FI a dégagé un excédent net de +19,0 millions d'EUR, contre +61,3 millions d'EUR en 2011.
- Les dépréciations sur le portefeuille de prêts nettes des reprises, ont considérablement diminué, passant de +27,4 millions d'EUR à +0,6 millions d'EUR. En 2012, une dépréciation supplémentaire de -1,1 million d'EUR a été enregistrée, tandis qu'un montant de +1,7 million d'EUR concernant une dépréciation antérieure a été repris à la suite de l'amélioration de la situation des projets concernés. Les dépréciations sur le portefeuille de prises de participation ont augmenté, passant de -6,9 millions d'EUR à -8,9 millions d'EUR.
- Le niveau actuel de provisionnement des opérations de financements (prêts et prises de participation) correspond à environ 4 % du portefeuille des encours (contre 5 % en 2011).
- Le résultat de change net a enregistré une baisse sensible, passant d'un excédent net de +8,4 millions d'EUR à une perte nette de -10,6 millions d'EUR.
- Les plus-values nettes sur les actifs financiers disponibles à la vente ont accusé une baisse considérable, passant de +17,2 millions d'EUR à +1,0 million d'EUR, ce qui est principalement dû au fait qu'une seule opération a permis de dégager des gains à la vente (+0,07 million d'EUR) durant la période examinée, contre deux l'année précédente (+16,2 millions d'EUR).
- Les revenus d'intérêts sur les opérations de prêt se sont accrus, atteignant +64,1 millions d'EUR (+50,8 millions d'EUR en 2011).
- La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés (swaps) a enregistré une hausse sensible : d'une perte nette de -7,5 millions d'EUR, elle est passée à une plus-value nette de +5,3 millions d'EUR.
- Les charges administratives nettes se sont établies à -36,2 millions d'EUR, soit une baisse de 5 % par rapport à 2011.

- Les revenus de commissions ont baissé de +2,1 millions d'EUR à +1,9 million d'EUR.

Bilan

- Le total des fonds propres s'est accru, passant de 1 448,8 millions d'EUR en 2011 à 1 774,4 millions d'EUR en 2012. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 280 millions d'EUR des contributions des États membres (à 1 561,3 millions d'EUR) et par l'accroissement des bénéfices non distribués, qui se sont établis à 144,7 millions d'EUR, contre 125,7 millions d'EUR l'année précédente. La réserve de juste valeur s'établit à 68,4 millions d'EUR en fin d'année, alors qu'elle atteignait 41,8 millions d'EUR en 2011.
- Sous l'effet de l'expansion de l'activité financière, l'encours des prêts s'est accru de 113,1 millions d'EUR pour atteindre 1 146,3 millions d'EUR (soit une hausse de 11 %), ce qui fait de ce poste, avec 54 % du total de bilan, le principal poste de l'actif.
- Les prises de participation ont augmenté de 32 %, passant de 251,7 millions d'EUR à 333,0 millions d'EUR. Les trois principales participations en portefeuille sont AIC Caribbean Fund, CAPE III et Microfinance Enhancement Facility.
- En ce qui concerne le passif, la *Dette envers les tiers* est le poste le plus important, avec un total de 312,1 millions d'EUR (329,7 millions d'EUR en 2011). Il comprend 267,0 millions d'EUR (291,5 millions d'EUR en 2011) pour bonifications d'intérêts et assistance technique reçus des États membres mais non encore décaissés et 45,1 millions d'EUR (38,2 millions d'EUR en 2011) au titre de montants dus à la BEI, dont la décomposition est la suivante : 36,2 millions d'EUR pour commissions de gestion à percevoir par la BEI (38,0 millions d'EUR en 2011) et 8,9 millions d'EUR pour liquidités perçues pour le compte de la BEI (0,2 million d'EUR en 2011).

Profil de risque

La Banque s'assure de la qualité du portefeuille global de la FI en procédant à un examen sélectif des projets à un stade précoce, à un suivi régulier et renforcé de ses opérations et à des évaluations ex post. Afin de garantir une gestion appropriée du risque de crédit inhérent à certaines nouvelles opérations, ou des effets d'événements défavorables touchant des contreparties existantes, la Banque tient une liste des opérations à risque à surveiller qui est régulièrement mise à jour. Elle fournit un rapport sur les risques deux fois par an aux parties prenantes, à savoir les États membres.

Au 31 décembre 2012, la liste des opérations à surveiller contenait 17 opérations – chiffre inchangé depuis le 30 juin 2012 – contre 19 opérations en décembre 2011. Les opérations à surveiller totalisent 167,1 millions d'EUR et représentent 8 % de l'encours total signé, chiffre relativement stable par rapport à celui de décembre 2011, qui était de 7,8 %.

Produits des opérations précédentes

À la fin de 2012, les contributions en capital des États membres de l'UE en faveur de la Facilité d'investissement ACP représentaient 1 845 millions d'EUR sur une dotation totale au titre de Cotonou de 3 185 millions d'EUR. Dans le cadre de ce fonds particulier dit « renouvelable », les ressources supplémentaires provenant du remboursement du principal des prêts, du produit des intérêts, de la vente de participations et de dividendes sont reversées à la Facilité d'investissement. À la fin de 2012, ces produits se montaient à quelque 790 millions d'EUR. Grâce à ce mécanisme, il est possible d'approuver de nouveaux prêts pour des montants excédant la dotation totale, sur la base d'estimations prévisionnelles des volumes futurs de ces produits. Les produits des opérations précédentes ont permis de financer toutes les nouvelles opérations approuvées depuis le début de 2012. Le montant total cumulé des approbations au titre de la Facilité d'investissement ACP depuis 2003 s'établit à plus de 4 milliards d'EUR. D'après les projections, les prêts continueront d'augmenter chaque année pour atteindre, à la fin de 2020, un volume équivalent au triple de la dotation initiale.

Annexes

53 1. Synthèse statistique

54 2. Liste des pays ACP et des PTOM

55 3. Portefeuille des opérations signées sur les ressources de la FI 2003-2012 (ACP et PTOM)

61 4. Liste des opérations signées sur ressources propres, 2003-2012 (ACP et PTOM)

64 5. Vue d'ensemble des lignes de crédit (ressources de la FI et ressources propres) 2003-2012

65 6. Opérations d'assistance technique signées en 2012

66 7. Dotations destinées aux bonifications d'intérêts (2003-2012)

67 8. États financiers résumés de la Facilité d'investissement au 31 décembre 2012[19]

71 9. Publications récentes

71 10. Glossaire

72 11. Adresses du Groupe BEI

[19] La version intégrale des états financiers ainsi que les notes d'accompagnement peuvent être téléchargées sur le site www.bei.org ou obtenues sur demande à l'adresse info@bei.org

1. Synthèse statistique

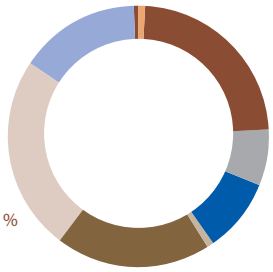
Montants annuels et cumulés des approbations, signatures et décaissements (2003-2012)												
(ACP et PTOM)		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2013	Total
ACP-FI (1er et 2e protocoles) (3 185,5 Mio EUR)	Approbations	368,9	318,2	476,8	586,0	261,5	338,0	624,3	419,1	407,1	617,0	**4 416,8**
	Signatures	136,9	336,2	353,7	566,2	310,0	333,6	409,3	369,1	193,0	354,8	**3 362,8**
	Décaissements	4,1	93,6	113,8	184,9	328,5	218,0	198,5	260,0	305,5	315,1	**2 022,0**
Ressources propres BEI 1er protocole (1 720 Mio EUR)	Approbations	43,1	47,3	170,0	207,3	550,3	133,0	0,0	0,0	0,0	0,0	**1 151,0**
	Signatures	6,1	62,2	150,9	167,3	431,8	148,8	0,0	0,0	0,0	0,0	**967,1**
	Décaissements	0,0	6,7	13,7	85,9	107,4	194,7	156,5	34,3	60,4	28,8	**688,4**
Ressources propres BEI 2e protocole (2 030 Mio EUR)	Approbations						76,0	663,2	680,0	151,7	375,0	**1 945,9**
	Signatures						76,0	413,2	597,8	386,6	289,5	**1 763,1**
	Décaissements						0,0	26,8	156,4	62,2	86,0	**331,3**

Montant cumulé par région des signatures au titre de la FI et sur ressources propres (ACP et PTOM) 2003-2012 – Ventilation par région

- Afrique occidentale et sahélienne 25 %
- Caraïbes 7 %
- Afrique centrale et orientale 27 %
- Pacifique 3 %
- Afrique australe et océan Indien 24 %
- Région Afrique et États ACP 14 %

Montant cumulé par secteur des signatures au titre de la FI et sur ressources propres (ACP et PTOM) 2003-2012 – Ventilation par secteur

- Énergie 23 %
- Eau, assainissement 7 %
- Transports 9 %
- Télécommunications 1 %
- Services financiers 19 %
- Lignes de crédit 24 %
- Industrie 15 %
- Agriculture, pêche, et sylviculture 0,3 %
- Services, tourisme inclus 1 %



Montant cumulé par instrument financier des signatures au titre de la FI et sur ressources propres (ACP et PTOM) 2003-2012 – Ventilation par instrument financier

- Accords de co-investissement* 6 %
- Fonds propres 9 %
- Lignes de crédit 18 %
- Garanties 2 %
- Prêts de premier rang 61 %
- Prêts subordonnés et quasi-fonds propres 4 %

* Accord-cadre EFP

2. Liste des pays ACP et des PTOM

Afrique

- *Afrique du Sud***
- Angola
- Bénin
- Botswana
- Burkina Faso
- Burundi
- Cameroun
- Cap-Vert
- Comores
- Congo
- Côte d'Ivoire
- Djibouti
- Érythrée
- Éthiopie
- Gabon
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Guinée équatoriale
- Guinée-Bissau
- Kenya
- Lesotho
- Liberia
- Madagascar
- Malawi
- Mali
- Maurice
- Mauritanie
- Mozambique
- Namibie
- Niger
- Nigeria
- Ouganda
- République centrafricaine
- République démocratique du Congo
- Rwanda
- São Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Seychelles
- Sierra Leone
- *Somalie**
- Sudan
- Swaziland
- Tanzanie
- Tchad
- Togo
- Zambie
- Zimbabwe

Pacifique

- Fidji
- Îles Cook
- Îles Marshall
- Îles Solomon
- Kiribati
- Micronésie
- Nauru
- Nioué
- Palau
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Samoa
- Timor-Oriental
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu

* Pays ACP qui n'a pas signé ou ratifié l'Accord de partenariat de Cotonou révisé.

** L'Afrique du Sud fait partie du groupe régional des pays ACP et est signataire de l'Accord de Cotonou, mais l'assistance qu'elle reçoit de la BEI relève d'un mandat différent.

Caraïbes

- Antigua-et-Barbuda
- Bahamas
- Barbade
- Belize
- *Cuba**
- Dominique
- Grenade
- Guyana
- Haïti
- Jamaïque
- République dominicaine
- Saint-Christophe-et-Nevis
- Saint-Lucie
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Suriname
- Trinidad-et-Tobago

PTOM

- Anguilla
- Aruba
- Bonaire
- Curaçao
- Groenland
- Îles Caïman
- Îles Falkland
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Pitcairn
- Îles Turks et Caïcos
- Îles Vierges britanniques
- Mayotte
- Montserrat
- Nouvelle Calédonie
- Polynésie française
- Saba
- Saint-Barthélemy
- Saint-Hélène
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Sint Eustatius
- Sint Maarten
- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique antarctique
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Wallis-et-Futuna

3. Portefeuille des opérations signées sur les ressources de la FI 2003-2012 (ACP et PTOM)

* en monnaie locale

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
2003					
AFRICAN BANKS HOLDINGS, LLC	Région Afrique	Services	Participation	Privé	27,45
AUREOS EAST AFRICA FUND	Région Afrique de l'Est	Services	Participation	Privé	6,77
AUREOS SOUTHERN AFRICA VENTURE CAPITAL	Région Afrique australe	Services	Participation	Privé	10,15
AUREOS WEST AFRICA FUND	Région Afrique de l'Ouest	Services	Participation	Privé	8,46
BEL OMBRE HOTEL B (PRET SUBORDONNE)	Maurice	Services	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	3,30
BEL OMBRE HOTEL C (PARTICIP.INDIRECTE)	Maurice	Services	Participation	Privé	2,80
DEV. DU SECTEUR PRIVE PG II A	Cameroun	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	3,00
DEV. DU SECTEUR PRIVE PG II B	Cameroun	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	25,00
EBTR MAURITANIE	Mauritanie	Infrastructures urbaines	Prêt de premier rang	Privé	4,00
KANSANSHI COPPER MINE	Zambie	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	34,00
PG BURKINA FASO CRÉDIT BAIL II	Burkina Faso	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	2,00
PG BURKINA FASO II	Burkina Faso	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	10,00
Sous-total 2003					136,93
2004					
AFRICAN LION MINING FUND II	Région ACP	Services	Participation	Privé	6,45
BOAD IV B FACILITÉ DE GARANTIE	Région Afrique de l'Ouest	Services	Garantie	Privé	25,00
BOAD IV C PRISE DE PARTICIPATION	Région Afrique de l'Ouest	Services	Participation	Privé	4,60
PG DFCU LEASING	Ouganda	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	5,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS (EFP)	Régional ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	90,00
EUROPEAN FINANCING PARTNERS (EFP)	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	0,01
FABULOUS FLOWERS	Botswana	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	2,00
MAGADI SODA PURE ASH B (FI)	Kenya	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	11,37
MAGADI SODA PURE ASH C (FI)	Kenya	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	1,65
MOMA TITANIUM MINERALS	Mozambique	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	15,00
MOMA TITANIUM MINERALS	Mozambique	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	40,00
MOZ/RSA NATURAL GAS-UPSTREAM COMPONENT	Mozambique	Énergie	Prêt de premier rang	Public	10,00
PG NIGERIA	Nigeria	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	50,00
NOVOTEL DENARAU PROJECT (FI)	Fidji	Services	Participation	Privé	5,00
PG II (GABON)	Gabon	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	6,50
PG II (GABON) B	Gabon	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	3,50
SAMOA VENTURE CAPITAL FUND	Samoa	Services	Participation	Privé	0,30
SHORECAP INTERNATIONAL LTD (SCI)	Région ACP	Services	Participation	Privé	2,05
SNIM VII	Mauritanie	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	22,50
SONABEL III	Burkina Faso	Énergie	Prêt de premier rang	Public	15,25
WESTIN ROCO KI BEACH AND GOLF RESORT	République dominicaine	Services	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	20,00
Sous-total 2004					336,17

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
2005					
ALBION RESORT MAURITIUS B	Maurice	Services	Participation	Privé	5,00
AQUALMA III	Madagascar	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt de premier rang	Privé	5,00
BANQUE RÉGIONALE DES MARCHES B	Région Afrique de l'Ouest	Services	Participation	Privé	0,61
BIMAO	Région Afrique de l'Ouest	Services	Garantie*	Privé	5,00
CAPE FUND II	Région Afrique de l'Ouest	Services	Participation	Privé	12,75
CAP-VERT – PG SECTEUR FINANCIER II	Cap-Vert	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	8,00
PG CLICO	Trinidad-et-Tobago	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	20,00
COMPAGNIE SUCRIÈRE DU TCHAD	Tchad	Industrie	Garantie	Privé	11,80
DANGOTE CEMENT - C	Nigeria	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	33,06
DEVELOPMENT FINANCE LIMITED IX	Trinidad-et-Tobago	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	7,00
ÉTUDE EL AOUJ	Mauritanie	Industrie	Participation	Privé	5,00
GILGEL GIBE II HYDROPOWER PLANT	Éthiopie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	50,00
GRENLEC III	Grenade	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	5,00
KPLC GRID DEVELOPMENT	Kenya	Énergie	Prêt de premier rang	Public	43,00
ADVANS	Région ACP	Services	Participation	Privé	3,50
LIAISON MARITIME DAKAR-ZIGUINCHOR	Sénégal	Transports	Prêt de premier rang	Public	10,00
MOMA TITANIUM C	Mozambique	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	2,75
MOPANI COPPER	Zambie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	48,00
NIGER – PG SECTEUR FINANCIER II	Niger	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	8,00
OLKARIA II EXTENSION	Kenya	Énergie	Prêt de premier rang	Public	32,50
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	7,00
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY B	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	6,00
SEPH-NOUADHIBOU	Mauritanie	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt de premier rang	Privé	2,50
SEPH-NOUADHIBOU	Mauritanie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	2,50
VRA VII	Ghana	Énergie	Prêt de premier rang	Public	10,50
ZESCO KARIBA NORTH II	Zambie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	7,60
Sous-total 2005					353,64
2006					
ACCESS MICROFINANCE HOLDING	Région ACP	Services	Participation	Privé	3,46
ADEMI V	République dominicaine	Services	Participation	Privé	0,23
ADEMI V B	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	3,00
AES SONEL-ELECTRICITY SUPPLY	Cameroun	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	55,00
AES SONEL-ELECTRICITY SUPPLY B	Cameroun	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	10,00
ALBION RESORT MAURITIUS	Maurice	Services	Prêt de premier rang	Privé	14,00
AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE DE FÉLOU	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	Prêt de premier rang	Public	11,00
AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE DE FÉLOU B	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	Prêt de premier rang	Public	11,00
AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE DE FÉLOU C	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	Prêt de premier rang	Public	11,00
ASTRUM TRAVEL HELICOPTER SERVICES	Belize	Transports	Prêt de premier rang	Privé	3,56
PG BDEAC III	Région Afrique centrale	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	15,00
PG BDEAC III B	Région Afrique centrale	Services	Garantie	Privé	5,00
BPI KENYA SME FUND	Kenya	Services	Participation	Privé	3,92
BPI MADAGASCAR SME FUND	Madagascar	Services	Participation	Privé	2,00
CARIBBEAN DEV BANK IV B	Région Caraïbes	Services	Garantie	Privé	20,00
PG DFCU LEASING II	Ouganda	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	10,00
EADB REGIONAL FINANCE FACILITY	Région Afrique de l'Est	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	25,00
ECOCIMENTO FIBRE CEMENT	Mozambique	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	1,30
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS II	Région ACP	Lignes de crédit	Accord de co-investissement	Privé	90,00

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS II B	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS II C	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
ECP AFRICA FUND II	Région Afrique	Services	Participation	Privé	38,29
FIRST BANK OF NIGERIA	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	35,00
FIRST BANK OF NIGERIA B	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	15,00
PG GHANA FINANCIAL SECTOR II B	Ghana	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	15,00
I & P	Région Afrique	Services	Participation	Privé	3,25
KOLOMBANGARA FOREST	Îles Salomon	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt de premier rang	Privé	3,50
KOUILOU MAGNESIUM PHASE I	Congo	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	13,00
KULA FUND II	Région Pacifique	Services	Participation	Privé	3,99
LUMWANA COPPER A	Zambie	Industrie	Prêt subordonné et quasi-fonds propres	Privé	48,00
LUMWANA COPPER B	Zambie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	19,00
MAPUTO WATER SUPPLY	Mozambique	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	31,00
NAMIBIA - OLD MUTUAL MIDINA FUND	Namibie	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Public	4,00
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
RW - PG II PRIVATE SECTOR SUPPORT A	Rwanda	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	3,00
PG SMALL ENTERPRISES	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	4,00
SMALL TOWN WATER & SANITATION PROGRAM	Éthiopie	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	16,50
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAURITANIE	Mauritanie	Services	Participation	Privé	4,21
Sous-total 2006					566,21
2007					
ACCORD-CADRE GARANTIE AFRIQUE CENTRALE	Région Afrique centrale	Services	Garantie*	Privé	50,00
ADEMI V C	République dominicaine	Services	Participation*	Privé	0,52
AFRICAP II	Région Afrique	Services	Participation	Privé	4,01
AIC CARIBBEAN FUND BARBADOS	Région Caraïbes	Services	Participation	Privé	37,97
BUJAGALI HYDROELECTRIC PROJECT	Ouganda	Énergie	Prêt de premier rang	Public	92,13
CAPITAL FINANCIAL HOLDING	Région Afrique centrale	Services	Participation	Privé	5,00
PG CLICO B	Trinidad-et-Tobago	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	10,00
I&P CAPITAL II INVESTMENT FUND	Région Océan indien	Services	Participation	Privé	4,61
MARTIN S DRIFT KIMBERLITE PROJECT	Botswana	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	5,00
MICROCRED (PLANET BANK)	Région Afrique	Services	Participation	Privé	3,00
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II B	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	2,00
PEFF-UGANDA	Ouganda	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	30,00
PG III (GABON)	Gabon	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	7,00
PG PRO-PME II	Cameroun	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	4,00
PRIVATE ENTERPRISE FINANCE FACILITY	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	20,00
RURAL IMPULSE MICROFINANCE FUND (EQUITY)	Région ACP	Services	Participation	Privé	1,09
RURAL IMPULSE MICROFINANCE FUND MEZZ	Région ACP	Services	Participation	Privé	1,70
RW - PG II PRIVATE SECTOR SUPPORT B	Rwanda	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	7,00
TVCABO MULTIMEDIA	Angola	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	15,00
Sous-total 2007					300,04
2008					
JIRAMA WATER II (MADAGASCAR)	Madagascar	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	23,50
PG MALAWI III	Malawi	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	15,00
DERBA MIDROC CEMENT COMPANY	Éthiopie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	29,05
AFRICAN LION MINING FUND III	Région Afrique	Services	Participation	Privé	9,67
ATLANTIC COAST REGIONAL FUND	Région Afrique	Services	Participation	Privé	14,59
ACCESS BANK LIBERIA	Libéria	Services	Participation	Privé	0,96

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
DR FINANCING FACILITY	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	5,00
DR FINANCING FACILITY B	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	10,00
DR FINANCING FACILITY C	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	3,50
AUREOS AFRICA FUND	Région Afrique	Services	Participation	Privé	27,15
ADLEVO CAPITAL AFRICA	Maurice	Services	Participation	Privé	13,98
PMND C (DIGICEL TONGA)	Région Pacifique	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	3,90
PMND B (DIGICEL VANUATU)	Région Pacifique	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	4,80
PMND (DIGICEL SAMOA)	Région Pacifique	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	3,70
PMND D (DIGICEL FIJI)	Région Pacifique	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	10,70
PG CAPITAL INVESTMENT LINE III	Zambie	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	20,00
INGA POWER REHABILITATION B	République démocratique du Congo	Énergie	Prêt de premier rang	Public	55,00
PG SMALL ENTERPRISES B	République dominicaine	Services	Participation*	Privé	1,00
NFC FORESTRY	Ouganda	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt de premier rang	Privé	5,00
NIGER - PG SECTEUR FINANCIER III	Niger	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	8,00
AFRICINVEST FUND II LLC	Région Afrique	Services	Participation	Privé	20,00
NORMAN MANLEY INTERNATIONAL AIRPORT	Jamaïque	Transports	Prêt de premier rang	Public	35,00
SOCIÉTÉ DES PLANTATIONS DE MBANGA	Cameroun	Agriculture, pêche, foresterie	Prêt de premier rang	Privé	4,10
Sous-total 2008					323,60
2009					
LEAPFROG MICROINSURANCE INVESTMENTS	Région ACP	Services	Participation	Privé	15,07
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS III	Région ACP	Lignes de crédit	Accord de co-investissement	Privé	90,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS III B	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS III C	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
CAPE III	Région Afrique de l'Ouest	Services	Participation	Privé	28,63
BANQUE DE DÉPÔT ET DE CRÉDIT DJIBOUTI	Djibouti	Services	Participation	Privé	2,00
PAN-AFRICAN INVESTMENT PARTNERS II LTD	Région Afrique	Services	Participation	Privé	28,37
GROFIN AFRICA FUND	Région Afrique	Services	Participation	Privé	14,15
BDEAC PG IV	Région Afrique centrale	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	25,00
MICROFINANCE ENHANCEMENT FACILITY	Région ACP	Services	Participation	Privé	35,03
RWANDA GL III - PRIVATE SECTOR SUPPORT	Rwanda	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	5,00
UNELCO WIND POWER	Vanuatu	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	4,30
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II C	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	3,00
FIPA - ANGOLA PRIVATE EQUITY FUND	Angola	Services	Participation	Privé	4,05
OLKARIA II EXTENSION B	Kenya	Énergie	Prêt de premier rang	Public	3,95
SNIM GUELB II	Mauritanie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	75,00
MICROCRED II	Régional – ACP	Services	Participation	Privé	2,00
BTA TOLL ROAD	République dominicaine	Transports	Prêt de premier rang	Privé	29,82
ADVANS SA SICAR II	Région ACP	Services	Participation	Privé	6,00
PG BANK OF SAINT LUCIA II	Sainte-Lucie	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	9,98
SHORECAP II	Région Afrique	Services	Participation	Privé	9,98
AGRI-VIE FUND PCC	Région Afrique	Services	Participation	Privé	7,99
Sous-total 2009					409,32
2010					
ACCESS BANK LIBERIA B	Liberia	Services	Prêt de premier rang	Privé	1,50
ACCESS MICROFINANCE HOLDING II	Région ACP	Services	Participation	Privé	1,73
ADEMI RURAL MICROFINANCE	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	7,00
AFRICA CAPITALISATION FUND	Région Afrique	Services	Participation	Privé	28,55
CAPE VERDE WIND POWER PPP	Cap-Vert	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	30,00

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
ECOBANK REGIONAL FACILITY II	Région Afrique de l'Ouest	Services	Prêt de premier rang	Privé	50,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS IV	Régional ACP	Lignes de crédit	Accord de co-investissement	Privé	90,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS IV B	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS IV C	Région ACP	Services	Accord de co-investissement	Privé	5,00
INTERACT CLIMATE CHANGE FACILITY	Région ACP	Services	Prêt de premier rang	Privé	45,00
INTERACT CLIMATE CHANGE FACILITY B	Région ACP	Services	Garantie	Privé	5,00
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II D	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II E	Région Pacifique	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	4,00
PHILIPS LIGHTING MASERU	Lesotho	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	5,00
PG PRO-PME III (CAMEROUN)	Cameroun	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
PRIVATE ENTERPRISE FINANCE FACILITY II	Ouganda	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	40,00
RAWBANK LINE OF CREDIT (DRC)	République démocratique du Congo	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
REGMIFA MSME INV FUND FOR AFRICA	Région Afrique	Services	Participation	Privé	11,27
RURAL IMPULSE MICROFINANCE FUND II	Région ACP	Services	Participation*	Privé	10,00
Sous-total 2010					354,05
2011					
ACME HAITI LOCAL CURRENCY LOAN	Haïti	Lignes de crédit	Prêt de premier rang *	Privé	3,00
DR FINANCING FACILITY D	République dominicaine	Lignes de crédit	Prêt de premier rang *	Privé	3,50
FEFISOL MICROFINANCE FUND	Région ACP	Services	Participation	Privé	5,00
PG SOFIHDES III	Haïti	Lignes de crédit	Prêt de premier rang *	Privé	5,00
BOA REGIONAL FACILITY (REGIONAL WEST AFRIKA)	Région Afrique de l'Ouest	Services	Prêt de premier rang	Privé	10,00
CATALYST FUND I	Région Afrique de l'Est	Services	Participation	Privé	8,93
CDB CLIMATE ACTION LINE OF CREDIT	Région Caraïbes	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé/Public	50,00
DR MICROFINANCE FACILITY II	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	6,00
DR MICROFINANCE FACILITY II C	République dominicaine	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	6,00
EAC MICROFINANCE GLOBAL AUTHORISATION	Région Afrique de l'Est	Services	Prêt de premier rang *	Privé	4,00
I AND P CAPITAL (III) LLC LTD	Région Afrique	Services	Participation	Privé	12,00
INTERACT CLIMATE CHANGE FACILITY C	Région ACP	Services	Participation	Privé	0,01
JAMAICA TOLL ROAD	Jamaïque	Transports	Prêt de premier rang	Privé	39,13
MAURITIUS LEASING LINE OF CREDIT	Maurice	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	5,00
PEFF II KENYA A	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	7,00
PEFF II KENYA B	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	6,50
PROGRESSION EASTERN AFRICA MICROFIN. EQUITY FUND	Région Afrique de l'Est	Services	Participation	Privé	5,96
RWANDA PRIVATE SECTOR SUPPORT FACILITY	Rwanda	Lignes de crédit	Ligne de crédit *	Privé	8,00
PG UT BANK	Ghana	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	8,00
Sous-total 2011					193,02
2012					
KRIBI GAS FIRED POWER PLANT	Cameroun	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	29,50
FONDS CAURIS CROISSANCE II LIMITED	Région ACP	Services	Participation	Privé	5,00
EAC MICROFINANCE LOAN (THE CO-OP)	Région Afrique de l'Est	Services	Prêt de premier rang*	Privé	20,00
PEFF III KENYA*	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	50,00
PEFF III KENYA - B	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	20,00
I AND P AFRIQUE ENTREPRENEURS	Région Afrique	Services	Participation	Privé	7,00
EAC MICROFINANCE LOAN (K-REP)	Région Afrique de l'Est	Services	Prêt de premier rang*	Privé	7,00
ACCESS MICROFINANCE HOLDING III	Région ACP	Services	Participation	Privé	4,56
DBS GLOBAL LOAN VI	Seychelles	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	5,00
PEFF II KENYA / C	Kenya	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	6,50
MAURITIUS AIRPORT HOTEL	Maurice	Services	Prêt de premier rang	Privé	8,00
UBA REGIONAL FACILITY	Niger	Lignes de crédit	Prêt de premier rang	Privé	50,00

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
ASECNA V	Région Afrique	Transports	Prêt de premier rang	Privé	40,00
EAC MICROFINANCE LOAN (CENTENARY)	Région Afrique de l'Est	Services	Prêt de premier rang*	Privé	8,00
CONVERGENCE ICT FUND	Région Afrique	Services	Participation	Privé	19,25
EADB REGIONAL FINANCE FACILITY II	Région Afrique de l'Est	Lignes de crédit	Ligne de crédit*	Privé	25,00
ACCESS BANK GLOBAL LOAN NIGERIA	Nigeria	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	50,00
Sous-total 2012					354,81
TOTAL					3 327,79

PTOM					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
2007					
BCI - LIGNE DE CREDIT ENVIRONNEMENTALE	Nouvelle-Calédonie	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
SOCREDO LIGNE DE CREDIT ENVIRONNEMENT	Polynésie française	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
Sous-total 2007					10,00
2008					
OCTS FINANCING FACILITY	Région PTOM	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	10,00
Sous-total 2008					10,00
2010					
NC-LIGNE DE CREDIT ENVIRONNEMENTALE II	Nouvelle-Calédonie	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	10,00
SOCREDO LIGNE ENVIRONNEMENTALE II	Polynésie française	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,00
Sous-total 2010					15,00
TOTAL					35,00

4. Liste des opérations signées sur ressources propres, 2003-2012 (ACP et PTOM)

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
2003					
BEL OMBRE HOTEL A	Maurice	Services	Prêt de premier rang	Privé	6,10
Sous-total 2003					6,10
2004					
PG BOAD IV A	Région Afrique de l'Ouest	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	25,00
MAGADI SODA PURE ASH A	Kenya	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	8,93
MAURITIUS CONTAINER TERMINAL II	Maurice	Transports	Prêt de premier rang	Public	14,00
NOVOTEL DENARAU	Fidji	Services	Prêt de premier rang	Privé	6,00
VINLEC IV	St-Vincent-et-les-Grenadines	Énergie	Prêt de premier rang	Public	8,30
Sous-total 2004					62,23
2005					
CARIBBEAN DEV BANK III FACILITY	Région Caraïbes	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Public	40,00
DANGOTE CEMENT - A	Nigeria	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	57,85
DANGOTE CEMENT - B	Nigeria	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	33,06
PG SBM	Maurice	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	20,00
Sous-total 2005					150,91
2006					
BLPC IV WIND POWER	Barbade	Énergie	Prêt de premier rang	Privé	9,75
FIJI POWER	Fidji	Énergie	Prêt de premier rang	Public	24,50
PG GHANA FINANCIAL SECTOR II - C	Ghana	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	40,00
LUMWANA COPPER - C	Zambie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	18,00
WEST AFRICAN GAS PIPELINE (WAGP)	Ghana	Énergie	Prêt de premier rang	Public	75,00
Sous-total 2006					167,25
2007					
AMBATOVY NICKEL	Madagascar	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	260,00
ECOBANK REGIONAL FACILITY	Région Afrique de l'Ouest	Services	Prêt de premier rang	Privé	50,00
INTERCONTINENTAL BANK	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	50,00
MASERU WASTEWATER	Lesotho	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	14,30
MUNALI NICKEL	Zambie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	29,51
PROGRAMME EAU SÉNÉGAL	Sénégal	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	15,00
SONEB-ALIMENTATION EN EAU URBAINE	Bénin	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	13,00
Sous-total 2007					431,81
2008					
JIRAMA ANDEKALEKA HYDRO	Madagascar	Énergie	Prêt de premier rang	Public	24,50
AEP OUAGADOUGOU II	Burkina Faso	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	18,50
PORTS OF CAPE VERDE	Cap-Vert	Transports	Prêt de premier rang	Public	47,00
INGA POWER REHABILITATION A	République démocratique du Congo	Énergie	Prêt de premier rang	Public	55,00
MALAWI PERI-URBAN WATER & SANITATION	Malawi	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	15,75
CAPRIVI INTERCONNECTOR	Namibie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	35,00
DFL REGIONAL SME	Région Caraïbes	Lignes de crédit	Prêt de premier rang	Privé	9,00
ASSAINISSEMENT DAKAR	Sénégal	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	20,00
Sous-total 2008					224,75

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
2009					
BEIRA CORRIDOR (PORT COMPONENT)	Mozambique	Transports	Prêt de premier rang	Public	65,00
MAURITIUS SUGAR INDUSTRY REFORM	Maurice	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	13,00
MAURITIUS SUGAR INDUSTRY REFORM B	Maurice	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	15,00
OHORONGO CEMENT NAMIBIA	Namibie	Industrie	Prêt de premier rang	Privé	82,30
JKIA UPGRADING AND REHABILITATION	Kenya	Transports	Prêt de premier rang	Public	63,87
MOMBASA-NAIROBI TRANSMISSION LINE	Kenya	Énergie	Prêt de premier rang	Public	60,00
BENIN-TOGO POWER REHABILITATION (BENIN)	Bénin	Énergie	Prêt de premier rang	Public	32,00
BENIN-TOGO POWER REHABILITATION (TOGO)	Togo	Énergie	Prêt de premier rang	Public	3,00
PORT AUTONOME DE POINTE NOIRE	Congo	Transports	Prêt de premier rang	Public	29,00
CAMWATER	Cameroun	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	40,00
Suos-total 2009					403,17
2010					
AIDBANK LINE OF CREDIT III A	Dominique	Ligne de crédit	Ligne de crédit	Privé	7,00
AIDBANK LINE OF CREDIT III B	Dominique	Ligne de crédit	Ligne de crédit	Privé	1,00
DBSKN LINE OF CREDIT IV - B	St-Christophe-et-Nevis	Ligne de crédit	Ligne de crédit	Privé	0,75
DBSKN LINE OF CREDIT IV A	St-Christophe-et-Nevis	Ligne de crédit	Ligne de crédit	Privé	5,24
ETED POWER TRANSMISSION	République dominicaine	Énergie	Prêt de premier rang	Public	26,80
MAURITANIA SUBMARINE CABLE CONNECTION	Mauritanie	Télécom	Prêt de premier rang	Private	7,32
METOLONG DAM AND WATER SUPPLY PROGRAM	Lesotho	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	140,00
NIGERIA FRAMEWORK LOAN A	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	80,00
NIGERIA FRAMEWORK LOAN C	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	55,00
NIGERIA FRAMEWORK LOAN D	Nigeria	Services	Prêt de premier rang	Privé	55,00
OLKARIA I & IV GEOTHERMAL EXTENSION	Kenya	Énergie	Prêt de premier rang	Public	119,00
TANZANIA BACKBONE INTERCONNECTOR	République unie de Tanzanie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	100,65
Sous-total 2010					597,76
2011					
PG BOAD V A	Région Afrique de l'Ouest	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	30,00
PG BOAD V B	Région Afrique de l'Ouest	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	30,00
ENERGY DEVELOPMENT AND ACCESS	Mozambique	Énergie	Prêt de premier rang	Public	33,89
GREAT EAST ROAD REHABILITATION	Zambie	Transports	Prêt de premier rang	Public	80,00
IMPROVEMENT TO REGIONAL AIRPORTS	République unie de Tanzanie	Transports	Prêt de premier rang	Public	50,00
INTERCONNEXION BOLGATANGA-OUAGADOUGOU	Burkina Faso	Énergie	Prêt de premier rang	Public	23,00
LAKE VICTORIA WATSAN - KAMPALA WATER	Ouganda	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	75,00
SBM LINE OF CREDIT II	Maurice	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	30,00
SEYCHELLES SUBMARINE CABLE	Seychelles	Télécom	Prêt de premier rang	Privé	8,00
SEYCHELLES WATER & SANITATION (RESS. PROPRES)	Seychelles	Eau, assainissement	Prêt de premier rang	Public	26,74
Sous-total 2011					386,62
2012					
TRANSMISSION LINE KAFUE-LIVINGSTONE	Zambie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	22,00
BARRAGE RESERVOIR DE LOM PANGAR	Cameroun	Énergie	Prêt de premier rang	Public	30,00
CLSG INTERCONNECTION	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	Prêt de premier rang	Public	75,00
ITEZHI- TEZHI HYDRO PROJECT	Zambie	Énergie	Prêt de premier rang	Public	50,00
EASTERN AFRICA TRANSPORT CORRIDOR	Ouganda	Transports	Prêt de premier rang	Public	55,00
MOUNT COFFEE HYDRO GEN REHABILITATION	Liberia	Énergie	Prêt de premier rang	Public	50,00
Sous-total 2012					282,00
TOTAL					2 712,60

Pays ACP					
Nom	Région ou pays	Secteur	Nature de l'opération	Secteur public ou privé	Montant signé (Mio EUR)
PTOM					
2009					
SOCGEN – LIGNE DE CRÉDIT ENVIRONNEMENTAL	Polynésie française	Lignes de crédit	Ligne de crédit	Privé	10,00
Sous-total 2009					10,00
2012					
TAHITI CENTRE HOSPITALIER SWAC	Polynésie française	Énergie	Prêt de premier rang	Public	7,50
Sous-total 2012					7,50
TOTAL					17,50

5. Vue d'ensemble des lignes de crédit (ressources de la FI et ressources propres) 2003-2012

PAYS ACP					
Pays	Nom	Date de signature	Montant signé Mio EUR	Montant affecté Mio EUR	Nombre d'affectations
FACILITÉ D'INVESTISSEMENT					
Burkina Faso	PG BURKINA FASO II	08.12.2003	10,00	6,85	19
Burkina Faso	PG BURKINA FASO CRÉDIT BAIL II	08.12.2003	2,00	2,00	11
Cameroun	PG DÉV. DU SECTEUR PRIVÉ II A CAMEROUN	16.12.2003	3,00	3,00	44
Cameroun	PG DÉV. DU SECTEUR PRIVÉ II B CAMEROUN *	16.12.2003	25,00	0,00	0
Région ACP	EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS (EFP)	13.05.2004	90,00	53,68	11
Ouganda	PG DFCU LEASING	09.08.2004	5,00	5,00	11
Gabon	PG II (GABON) B	18.10.2004	3,50	3,50	4
Gabon	PG II (GABON)*	18.10.2004	6,50	0,00	0
Nigeria	PG NIGERIA	06.12.2004	50,00	49,63	25
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY (Development Bank of Samoa)	15.10.2005	7,00	6,88	279
Nigeria	NIGER - PG SECTEUR FINANCIER II	26.10.2005	8,00	8,00	45
Trinidad-et-Tobago	PG CLICO	03.11.2005	20,00	10,71	5
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY B (Tonga Development Bank)	15.12.2005	6,00	0,07	1
Cap-Vert	CAP VERT – PG SECTEUR FINANCIER II *	20.12.2005	8,00	0,00	0
Trinidad-et-Tobago	DEVELOPMENT FINANCE LIMITED IX	20.12.2005	7,00	6,85	12
Namibie	NAMIBIA - OLD MUTUAL MIDINA FUND *	10.03.2006	4,00	0,00	0
Région ACP	EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS II	12.05.2006	90,00	68,29	11
Région Afrique centrale	PG BDEAC III	24.05.2006	15,00	15,00	4
Ouganda	PG DFCU LEASING II	28.06.2006	10,00	6,00	11
Région Afrique de l'Est	EADB REGIONAL FINANCE FACILITY *	17.11.2006	25,00	0,0	0
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II (National Bank of Palau)	05.12.2006	5,00	2,95	41
République dominicaine	PG SMALL ENTERPRISES	19.12.2006	3,20	4,00	7 800
République dominicaine	ADEMI V B	19.12.2006	3,00	3,00	234
Rwanda	RW – PG II PRIVATE SECTOR SUPPORT A	21.12.2006	3,00	3,00	4
Ghana	PG GHANA FINANCIAL SECTOR II B	22.12.2006	15,00	12,07	6
Rwanda	RW - PG II PRIVATE SECTOR SUPPORT B	02.02.2007	7,00	7,02	17
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II B (Development Bank of Niue) *	23.02.2007	2,00	0,00	0
Gabon	PG GABON III *	07.05.2007	7,00	0,00	0
Cameroun	PG PRO-PME II	28.06.2007	4,00	4,00	30
Ouganda	PEFF-UGANDA	31.08.2007	30,00	20,92	30
Kenya	PRIVATE ENTERPRISE FINANCE FACILITY *	07.12.2007	20,00	0,00	0
Trinidad-et-Tobago	PG CLICO B *	21.12.2007	10,00	0,00	0
Malawi	PG MALAWI III	04.06.2008	15,00	5,84	4
République dominicaine	DR FINANCING FACILITY	12.08.2008	5,00	5,00	9 600
République dominicaine	DR FINANCING FACILITY B	12.08.2008	10,00	10,00	888
République dominicaine	DR FINANCING FACILITY C	12.08.2008	3,50	3,50	3 579
Zambie	PG CAPITAL INVESTMENT LINE III	26.11.2008	20,00	0,89	1
Niger	NIGER - PG SECTEUR FINANCIER III	19.12.2008	8,00	5,99	17
Région ACP	EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS III	08.05.2009	90,00	16,83	2
Région Afrique centrale	PG BDEAC IV	26.08.2009	25,00	0,00	0
Rwanda	PG RWANDA III - PRIVATE SECTOR SUPPORT	05.10.2009	5,00	3,81	4
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II C*	20.10.2009	3,00	0,00	0
Sainte-Lucie	PG BANK OF SAINT LUCIA II	18.12.2009	10,50	2,28	3
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II D	15.02.2010	5,00	0,00	0
Cameroun	PG PRO-PME III (CAMEROUN)	28.06.2010	5,00	2,40	11
Région Pacifique	PACIFIC ISLANDS FINANCING FACILITY II E	30.08.2010	4,00	0,00	0
République dominicaine	ADEMI RURAL MICROFINANCE	01.11.2010	7,00	0,00	0
République démocratique du Congo	RAWBANK LINE OF CREDIT (DRC)	03.11.2010	5,00	0,00	0
Région ACP	EDFI EUROPEAN FINANCING PARTNERS IV	08.12.2010	90,00	0,00	0
Ouganda	PRIVATE ENTERPRISE FINANCE FACILITY II	20.12.2010	40,00	3,32	2
Rwanda	RWANDA PRIVATE SECTOR SUPPORT FACILITY	19.09.2011	8,00	0,00	0
République dominicaine	DR FINANCING FACILITY D	10.10.2011	3,50	0,00	0
Haïti	PG SOFIHDES III	28.10.2011	5,00	1,82	11
Haïti	ACME HAITI LOCAL CURRENCY LOAN	28.11.2011	3,00	0,00	0
Kenya	PEFF II KENYA A	16.12.2011	7,00	5,50	10
Maurice	MAURITIUS LEASING LINE OF CREDIT	19.12.2011	5,00	0,00	0
République dominicaine	DR MICROFINANCE FACILITY II	20.12.2011	6,00	0,00	0
Ghana	PG UT BANK	20.12.2011	8,00	1,00	1

PAYS ACP					
Pays	Nom	Date de signature	Montant signé Mio EUR	Montant affecté Mio EUR	Nombre d'affectations
Kenya	PEFF II KENYA B	21.12.2011	6,50	1,70	4
République dominicaine	DR MICROFINANCE FACILITY II C	28.12.2011	6,00	0,00	0
Région Caraïbes	CDB CLIMATE ACTION LINE OF CREDIT	29.12.2011	50,00	0,00	0
Kenya	PEFF III KENYA	11.04.2012	50,00	0,00	0
Kenya	PEFF III KENYA - B	11.04.2012	20,00	6,02	6
Seychelles	DBS GLOBAL LOAN VI	24.08.2012	5,00	0,00	0
Kenya	PEFF II KENYA / C	04.09.2012	6,50	0,00	0
Nigeria	UBA REGIONAL FACILITY	12.11.2012	50,00	0,00	0
Région Afrique de l'Est	EADB REGIONAL FINANCE FACILITY II	27.12.2012	25,00	0,00	0
Nigeria	ACCESS BANK GLOBAL LOAN NIGERIA	28/.2.2012	50,00	0,00	0
RESSOURCES PROPRES					
Région Afrique de l'Ouest	PG BOAD IV A	10.12.2004	25,00	25,00	6
Maurice	PG SBM	28.07.2005	20,00	20,00	4
Région Caraïbes	CARIBBEAN DEV BANK III FACILITY	22.12.2005	40,00	39,98	9
Ghana	PG GHANA FINANCIAL SECTOR II C	22.12.2006	40,00	10,73	3
Région Caraïbes	DFL REGIONAL SME	22.12.2008	9,00	4,54	5
Dominique	AIDBANK LINE OF CREDIT III A	14.07.2010	7,00	1,79	4
Dominique	AIDBANK LINE OF CREDIT III B	20.09.2010	1,00	0,00	0
Saint-Christophe-et-Nevis	DBSKN LINE OF CREDIT IV A	17.12.2010	5,24	0,00	0
Saint-Christophe-et-Nevis	DBSKN LINE OF CREDIT IV - B	17.12.2010	0,75	0,00	0
Maurice	SBM LINE OF CREDIT II	16.05.2011	30,00	8,50	3
Région Afrique de l'Ouest	PG BOAD V A	15.06.2011	30,00	10,00	2
Région Afrique de l'Ouest	PG BOAD V B	15.06.2011	30,00	0,00	0
Total ACP			1 407,69	498,86	22 835

PTOM					
Pays	Nom	Date de signature	Montant signé Mio EUR	Montant affecté Mio EUR	Nombre d'affectations
FACILITÉ D'INVESTISSEMENT					
Nouvelle Calédonie	BCI - LIGNE DE CRÉDIT ENVIRONNEMENTAL	29/11/2007	5,00	5,00	3
Polynésie française	SOCREDO LIGNE DE CRÉDIT ENVIRONNEMENT	10/12/2007	5,00	3,83	8
Région PTOM	OCTS FINANCING FACILITY*	09/05/2008	10,00	0,00	0
Nouvelle-Calédonie	NC-LIGNE DE CRÉDIT ENVIRONNEMENTALE II	08/07/2010	10,00	0,00	0
Polynésie française	SOCREDO LIGNE ENVIRONNEMENTALE II	09/07/2010	5,00	0,00	0
RESSOURCES PROPRES					
Polynésie française	SOCGEN - LIGNE DE CRÉDIT ENVIRONNEMENTAL	19/10/2009	10,00	0,00	0
Total PTOM			45,00	8,83	11

* contrat annulé après signature

6. Opérations d'assistance technique signées en 2012

Nom de l'opération	Pays/Région	Secteur	Type	Montant du contrat, en EUR
Uganda PEFF III Implementation	Ouganda	Secteur financier	Mise en œuvre du projet	420 000
Feasibility study regarding a submarine interconnection	Dominique	Énergie	Préparation du projet	1 100 000
Études préparatoires pour ONEA	Burkina Faso	Eau	Préparation du projet	550 000
Programme d'AT à Sofihdes et Acme	Haïti	Secteur financier	Mise en œuvre du projet	927 000
TA for strengthening governance at ZESCO - Phase I	Zambie	Énergie	Autre	40 000
AT à la Banque de Djibouti	Djibouti	Secteur financier	Opération	50 000
Omnicane Urban Development Master Plan	Maurice	Industrie	Préparation du projet	686 200
Renewable Energy Performance Platform (REPP) market study	Région	Énergie	Préparation du projet	119 800
TOTAL				3 893 000

7. Dotations destinées aux bonifications d'intérêts (2003-2012)

Nom du contrat ACP	Pays ou région	Secteur	Justification	Montant estimé de la bonification en EUR	Montant du prêt en EUR
Premier protocole financier – Montant de la dotation destinée aux bonifications d'intérêts : 187 000 000 EUR					
SONABEL III	Burkina Faso	Énergie	Social	2 160 000	15 250 000
Liaison maritime Dakar-Ziguinchor	Sénégal	Transports	PPTE	2 396 000	10 000 000
Compagnie Sucrière du Tchad – Garantie	Tchad	Agro-industrie	Environnemental et social	1 800 000	11 800 000
Gilgel Gibe II – Hydropower Plant	Éthiopie	Énergie	PPTE	18 410 000	50 000 000
KPLC Grid Development	Kenya	Énergie	PPTE	10 290 000	43 000 000
VRA VII	Ghana	Énergie	PPTE	2 580 000	10 500 000
Maputo Water Supply	Mozambique	Eau	PPTE	9 152 000	31 000 000
Fiji Power	Fidji	Énergie	Environnement	4 251 000	24 500 000
Ecocimento Fibre Cement	Mozambique	Industrie	Environnement	157 070	1 300 000
West African Gas Pipeline	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	PPTE	18 148 000	75 000 000
Small Town Water and Sanitation	Éthiopie	Eau	PPTE	4 608 000	16 500 000
BLPC IV Wind Power	Barbade	Énergie	Environnement	1 960 000	9 750 000
Pacific Islands Financing Facility II-B	Région Pacifique	Secteur financier	Catastrophe naturelle	327 000	2 000 000
Maseru Wastewater	Lesotho	Eau	Social	3 176 000	14 300 000
Programme Eau Sénégal – SONES Water Programme	Sénégal	Eau	Social	1 408 000	15 000 000
SONEB - Alimentation en Eau Urbaine	Bénin	Eau	PPTE	4 011 000	13 000 000
Jirama Andekaleka Hydro	Madagascar	Eau	PPTE	8 028 000	24 500 000
AEP Ouagadougou II	Burkina Faso	Eau	PPTE	5 917 000	18 500 000
NFC Forestry	Ouganda	Sylviculture	Environnement	677 000	5 000 000
Malawi Peri-Urban Water and Sanitation	Malawi	Eau	PPTE	3 895 000	15 750 000
INGA Power Rehabilitation	République démocratique du Congo	Énergie	PPTE	18 786 000	110 000 000
Norman Manley International Airport	Jamaïque	Infrastructures	Privatisation	3 500 000	35 000 000
TOTAL				125 637 070	551 650 000
Deuxième protocole financier – Montant de la dotation destinée aux bonifications d'intérêts : 400 000 000 EUR					
Assainissement Dakar	Sénégal	Assainissement	PPTE	5 644 000	20 000 000
Unelco Wind Power	Vanuatu	Énergie	Environnemental et social	648 000	4 300 000
Sugar Industry Reform	Maurice	Industrie	Réforme du secteur du sucre	703 289	28 000 000
Sugar Industry Reform B	Maurice	Industrie	Réforme du secteur du sucre	413 322	28 000 000
Mombasa-Nairobi Transmission Line	Kenya	Énergie	Social	15 597 000	60 000 000
Camwater	Cameroun	Eau	PPTE	10 944 000	40 000 000
Olkaria I & IV Geothermal Extension	Kenya	Énergie	Environnement	29 043 000	119 000 000
Metolong Dam & Water Supply Programme	Lesotho	Eau	PPTE	32 406 000	140 000 000
Philips Lighting Maseru	Lesotho	Industrie	PPTE	650 000	5 000 000
DBSKN Line of Credit IV	Saint-Christophe-et-Nevis	Secteur financier	Environnement	106 000	5 990 000
AIDBANK GL III	Dominique	Secteur financier	Environnement	124 000	8 000 000
Energy Development and Access	Mozambique	Énergie	PPTE	9 848 000	33 890 000
Kampala Water - Lake Victoria Watsan	Ouganda	Eau	PPTE	27 000 000	75 000 000
BOAD PG V	Région Afrique de l'Ouest	Secteur financier	PPTE	6 955 000	60 000 000
CDB Climate Action Line of Credit	Région Caraïbes	Secteur financier	Environnement	7 360 000	50 000 000
Tanzania Improvement to Regional Airports	Tanzanie	Transports	PPTE	12 027 000	50 000 000
Seychelles Water and Sanitation	Seychelles	Eau	Environnemental et social	6 456 000	26 740 000
CLSG Interconnection	Région Afrique de l'Ouest	Énergie	Environnement	23 505 000	370 000 000
Mount Coffee Liberia	Liberia	Énergie	PPTE	13 686 000	186 200 000
TOTAL				203 115 611	1 310 120 000

Nom du contrat PTOM	Pays ou région	Secteur	Justification	Montant estimé de la bonification en EUR	Montant du prêt en EUR
Premier protocole financier – Montant de la dotation destinée aux bonifications d'intérêts : 2 000 000 EUR					
BCI Credit Line	Nouvelle-Calédonie	Secteur financier	Environnement	500 000	5 000 000
SOCREDO Credit Line	Polynésie française	Secteur financier	Environnement	500 000	5 000 000
TOTAL				1 000 000	10 000 000
Deuxième protocole financier – Montant de la dotation destinée aux bonifications d'intérêts :1 500 000 EUR					
SocGen FR Polynesia Env GL	Polynésie française	Secteur financier	Environnement	491 000	10 000 000
NC-Ligne de Credit Environmentale II	Nouvelle-Calédonie	Secteur financier	Environnement	358 000	10 000 000
SOCREDO-Ligne Environmental II	Polynésie française	Secteur financier	Environnement	255 000	5 000 000
TOTAL				1 104 000	25 000 000

8. États financiers résumés de la Facilité d'investissement au 31 décembre 2012[20]

État de la situation financière

au 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)

	Notes	31.12.2012	31.12.2011
ACTIF			
Liquidités et équivalents	5	466 568	452 279
Instruments financiers dérivés	6	115	434
Prêts et créances à recevoir	7	1 146 280	1 033 160
Actifs financiers disponibles à la vente	8	333 001	251 660
Montants à recevoir des donateurs	9/15	87 310	87 310
Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance	10	99 029	-
Autres éléments de l'actif	11	224	416
Total de l'actif		2 132 527	1 825 259
PASSIF			
DETTES			
Instruments financiers dérivés	6	7 035	12 702
Produits constatés d'avance	12	37 808	33 003
Dettes envers les tiers	13	312 086	329 660
Autres dettes	14	1 153	1 113
Total des dettes		358 082	376 478
CONTRIBUTIONS DES DONATEURS			
Contribution des États membres, fraction appelée	15	1 561 309	1 281 309
Réserve de juste valeur		68 434	41 750
Bénéfices non répartis		144 702	125 722
Total des contributions des donateurs		1 774 445	1 448 781
Total du passif		2 132 527	1 825 259

[20] Les états financiers complets et les notes figurant en annexe peuvent être téléchargés sur le site www.bei.org ou obtenus sur demande à l'adresse info@bei.org.

État du résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)

	Notes	Du 01.01.2012 au 31.12.2012	Du 01.01.2011 au 31.12.2011
Intérêts et produits assimilés	17	67 503	59 561
Intérêts et charges assimilées	17	-1 114	-940
Intérêts et produits assimilés nets		66 389	58 621
Revenus de commissions	18	1 934	2 149
Frais de commissions	18	-292	-144
Revenus de commissions nets		1 642	2 005
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés		5 348	-7 534
Gains nets réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	19	1 045	17 228
Résultat de change net		-10 575	8 376
Résultat net sur opérations financières		-4 182	18 070
Variation de la dépréciation de prêts et créances à recevoir, nette de reprise	7	597	27 452
Ajustements de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	8	-8 927	-6 888
Ajustements de valeur sur d'autres actifs	20	-337	-
Charges administratives générales	21	-36 202	-38 006
Résultat de l'exercice		18 980	61 254
Autres éléments du résultat global :			
Actifs financiers disponibles à la vente – Réserve de juste valeur			
1. Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	8	18 551	20 574
2. Montant net transféré au résultat	8	8 133	-3 394
Total des actifs financiers disponibles à la vente		26 684	17 180
Total des autres éléments du résultat global		26 684	17 180
Total du résultat global de l'exercice		45 664	78 434

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des présents états financiers.

État des variations des contributions des donateurs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)

		Contributions appelées	Réserve de juste valeur	Bénéfices non répartis	Total
Au 1er janvier 2012	Notes	1 281 309	41 750	125 722	1 448 781
Contribution des États membres appelée durant l'exercice	15	280 000	-	-	280 000
Résultat de l'exercice		-	-	18 980	18 980
Total des autres éléments du résultat global de l'exercice		-	26 684	-	26 684
Variation des contributions des donateurs		280 000	26 684	18 980	325 664
Au 31 décembre 2012		1 561 309	68 434	144 702	1 774 445

		Contributions appelées	Réserve de juste valeur	Bénéfices non répartis	Total
Au 1er janvier 2011	Notes	1 131 309	24 570	64 468	1 220 347
Contribution des États membres appelée durant l'exercice	15	150 000	-	-	150 000
Résultat de l'exercice		-	-	61 254	61 254
Total des autres éléments du résultat global de l'exercice		-	17 180	-	17 180
Variation des contributions des donateurs		150 000	17 180	61 254	228 434
Au 31 décembre 2011		1 281 309	41 750	125 722	1 448 781

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des présents états financiers.

Tableau des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)

	Notes	Du 01.01.2012 au 31.12.2012	Du 01.01.2011 au 31.12.2011
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat de l'exercice		18 980	61 254
Ajustements pour			
perte de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente		8 927	3 172
variation nette de la dépréciation de prêts et créances à recevoir		-597	-27 452
intérêts capitalisés sur prêts et créances à recevoir	7	-9 622	-10 512
variation des intérêts courus et du coût amorti des prêts et créances à recevoir		-1 407	-2 801
variation des intérêts courus et du coût amorti des actifs financiers conservés jusqu'à leur échéance		-751	-
variation des produits constatés d'avance		4 805	3 424
effet des variations de change sur les prêts		16 044	-15 337
effet des variations de change sur les actifs financiers disponibles à la vente		-1 204	34
Résultat des activités opérationnelles avant variation de l'actif et du passif d'exploitation		35 175	11 782
Décaissement de prêts	7	-233 018	-237 040
Remboursement de prêts	7	115 480	104 410
Variation de la juste valeur des produits dérivés		-5 348	7 534
Variation des actifs financiers conservés jusqu'à leur échéance		-98 278	-
Variation des actifs financiers disponibles à la vente	8	-81 981	-67 829
Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente	8	19 601	24 971
Variation des autres éléments d'actif		192	2 756
Variation des autres éléments de passif		40	173
Variation des autres montants dus à la Banque européenne d'investissement		6 876	4 144
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités opérationnelles		**-241 261**	**-149 099**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Contribution reçue des États membres		236 345	136 345
Montants reçus des États membres au titre de bonifications d'intérêts		43 655	76 345
Montants versés pour le compte des États membres au titre de bonifications d'intérêts		-24 450	-22 899
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement		**255 550**	**189 791**
Variation nette des liquidités et équivalents		**14 289**	**40 692**
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice		452 279	411 587
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice		**466 568**	**452 279**
Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit :			
Liquidités		10 588	3 127
Dépôts à terme		455 980	449 152
		466 568	452 279
Données complémentaires relatives aux cash-flows d'exploitation		2012	2011
Intérêts reçus		64 490	57 391
Intérêts versés		-1 137	-1 162
Dividendes perçus		975	974

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des présents états financiers.

9. Publications récentes

- L'activité bancaire en Afrique subsaharienne – Défis et perspectives
- La Banque européenne d'investissement en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer
- La Banque européenne d'investissement dans les pays ACP : conditions et instruments de financement
- La Banque européenne d'investissement soutient les PME dans les pays ACP
- La Banque européenne d'investissement en Afrique de l'Ouest
- La Banque européenne d'investissement en Afrique centrale et en Afrique de l'Est
- La Banque européenne d'investissement en Afrique australe et dans l'océan Indien
- La Banque européenne d'investissement en Afrique du Sud
- La Banque européenne d'investissement dans le Pacifique
- La Banque européenne d'investissement dans les Caraïbes

Les publications de la BEI relatives aux pays ACP et aux PTOM peuvent être consultées sur www.bei.org/publications.

10. Glossaire

A	
Accord de Cotonou	Accord de partenariat ACP-CE
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADEMI	Banco de Ahorro y Crédito Ademi
AFD	Agence Française de Développement
Approbations	Projets dont le financement a été approuvé par les organes de décision de la BEI
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
B	
BafD	Banque africaine de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C	
CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
CCHT	Courant continu à haute tension
CO_2	Dioxyde de carbone
D	
DAWASA	Autorité de Dar es Salaam chargée de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement
DBSA	Banque de développement de l'Afrique australe
Décaissements	Versements relatifs aux prêts et investissements
DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH
E	
EADB	East Africa Development Bank
ECP	Emerging Capital Partners
Engagements	Prêts, apports de fonds propres et de quasi-fonds propres et accords de délégation et de garantie pour lesquels un contrat a été signé
EUR	Euro
F	
FED	Fonds européen de développement
FEFISOL	Fonds européen de financement solidaire pour l'Afrique
FFI	Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures
FI	Facilité d'investissement
FMO	Société néerlandaise pour le financement du développement
G	
GEEREF	Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables
GWh	Gigawatt-heures
H	
HFB	Housing Finance Bank

I	
IED	Investissement étranger direct
IEFD	Institution européenne de financement du développement
IFC	Société financière internationale
IFI	Institutions financières internationales
I&P	Investisseur et partenaire pour le développement
K	
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
M	
MW	Megawatts
O	
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
P	
PEFF	Mécanisme pour le financement des entreprises privées
PG	Prêt global
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PROPARCO	Société de promotion et de participation pour la coopération économique
PPP	Partenariat public-privé
PPTE	Pays pauvres très endettés
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer
Q	
Quasi-fonds propres	Instruments combinant certaines caractéristiques des prêts et des apports de fonds propres
R	
REM	Cadre de mesure des résultats
RP	Ressources propres
RSA	République d'Afrique du Sud
S	
SAPP	Pool énergétique d'Afrique australe
SBM	State Bank of Mauritius
SE4All	Initiative des Nations unies « Une énergie durable pour tous »
SWAC	Sea water air cooling
T	
TIC	Technologies de l'information et de la communication
U	
UBA	United Bank for Africa plc
UE	Union européenne
W	
WAPP	Pool d'énergie ouest-africain

11. Adresses du Groupe BEI

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

(+352) 43 79 1
(+352) 43 77 04

www.bei.org/acp – **info@bei.org**

Bureaux régionaux externes dans les pays ACP et les PTOM

Caraïbes/Fort-de-France [21]

1, boulevard du Général de Gaulle
F-97200 Fort-de-France

(+596) 596 74 73 10
(+596) 596 56 18 33
caribbeanoffice@eib.org

Afrique centrale et Afrique de l'Est/Nairobi

Africa Re Centre, 5th Floor,
Hospital Road, PO Box 40193
KE-00100 Nairobi

(+254-20) 273 52 60
(+254-20) 271 32 78
nairobioffice@eib.org

Pacifique/Sydney

Level 32
88 Phillip Street
Sydney NSW 2000
Australia

(+61-2) 82 11 05 36
(+61-2) 82 11 05 38
pacificoffice@eib.org

Afrique australe et océan Indien/Tshwane (Pretoria)

5, Greenpark Estate
27, George Storrar Drive
Groenkloof 0181, Tshwane Pretoria
South Africa

(+27-12) 425 04 60
(+27-12) 425 04 70
southernafricaoffice@eib.org

Afrique de l'Ouest et Sahel/Dakar

3, rue du Docteur Roux
BP 6935 Dakar-Plateau
Sénégal

(+221) 33 889 43 00
(+221) 33 842 97 12
dakaroffice@eib.org

---

[21] À compter du 1er mai 2013, le bureau des Caraïbes sera transféré à Saint-Domingue, dans des locaux partagés avec la Délégation de l'UE en République dominicaine. Pour de plus amples informations sur les bureaux régionaux de la BEI dans les pays ACP : www.bei.org/projets/zones d'intervention.

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

© Photographs and illustrations: EIB photographic Library, Cover: © Photographer Peter Casaer, Barbados Light and Power Company, Unelco, KfW, Abengoa, Barbados Light and Power Company, Vinlec, Development Bank of Samoa, Lesotho Highlands Development Authority, Kenmare Resources plc, KfW, eThekwini Municipality.

Mise en page : EIB GraphicTeam.

Imprimé par l'Imprimerie Jouve sur papier MagnaSatin, avec des encres à base d'huiles végétales. Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

FSC
Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés
Cert no. BV-COC-456319
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

Banque européenne d'investissement

Rapport annuel 2012

sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les territoires d'outre-mer

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 – 1
(+352) 43 77 04
www.bei.org/acp – info@bei.org

www.bei.org/acp

© EIB – 06/2013 – QH-AG-13-001-FR-C – ISBN 978-92-861-1857-9 – ISSN 1725-9258 – DOI 10.2867/44445 – EIB GraphicTeam